



# Évaluation des Risques et des Vulnérabilités Pays

## MALI

MAI 2017

ECOWAS COMMISSION  
COMMISSION DE LA CEDEAO  
COMISSÃO DA CEDEAO



**USAID**  
FROM THE AMERICAN PEOPLE





# Table des Matières

Sigles .....	4
Message du président de la Commission de la CEDEAO.....	5
Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO .....	6
Préface .....	7
Résumé Analytique.....	8
Introduction.....	10
Processus de Recherche .....	10
Terminologie et Définitions Conceptuelles .....	12
Revue de Littérature.....	13
Questions de Recherche.....	15
Description de l'Échantillon .....	16
Analyse des Données .....	17
Contexte .....	21
Facteurs de Vulnérabilité, de Risque, et de Résilience au Niveau National .....	24
Population et Démographie (Pilier le Plus Vulnérable) .....	27
Sécurité (Deuxième Pilier le Plus Vulnérable) .....	28
Politique et Gouvernance (Troisième Pilier le Plus Vulnérable) .....	30
Économie et Ressources (Quatrième Pilier le Plus Vulnérable) .....	31
État de Droit (Pilier le Moins Vulnérable).....	33
Facteurs Externes.....	34
Considérations Liées au Genre .....	35
Facteurs de Vulnérabilité, de Risque et de Résilience au Niveau Infranational: Observations par Région .....	39
Bamako .....	39
Région de Mopti.....	42
Région de Gao .....	45
Région de Kidal.....	48
Région de Tombouctou .....	51
Annexe A: Échantillon de Données.....	55
Annexe B: Indice de Vulnérabilité.....	59
Annexe C: Références Supplémentaires.....	61
Annexe D: Matrice des Vulnérabilités, des Risques, des Facteurs de Résilience et Des Recommandations par Pilier de la Sécurité Humaine .....	62

## Sigles

ACLED	Projet de localisation des événements des conflits armés
AQIM	Al-Qaïda au Maghreb islamique
BAD	Banque africaine de développement
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CPC	Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO
CPI	Cour pénale internationale
CPIA	Évaluation des politiques et des institutions nationales par la Banque mondiale
DDR	Désarmement, démobilisation et réinsertion
DPA	Direction chargée des affaires politiques de la CEDEAO
DPKRS	Direction du maintien de la paix et de la sécurité régionale de la CEDEAO
ECOWARN	Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO
EIC	Entretien avec les informateurs clés
ERC	Évaluation des risques de conflit
ERVP	Évaluation des risques et des vulnérabilités pays
EWD	Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO
FMI	Fonds monétaire international
GD	Groupe de discussion
GSDRC	Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social
IncReps	Rapports d'incidents d'ECOWARN
MINUSMA	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali
MNLA	Mouvement national pour la libération de l'Azawad
MUJAO	Mouvement pour l'Unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest
NZAID	Agence néo-zélandaise pour le développement international
ONU	Nations Unies
PIB	Produit intérieur brut
PND	Plan national de développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
RASALAO	Réseau d'action sur les armes légères en Afrique de l'Ouest
REWARD	Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa
RPM	Rassemblement pour le Mali
RSS	Réforme du secteur de la sécurité
SitReps	Rapports de situation d'ECOWARN
SNA	Analyse du réseau des parties prenantes
UEMOA	Union économique et monétaire ouest-africaine
UNOM	Bureau des Nations Unies au Mali
USAID	Agence américaine pour le développement international
VBG	Violence basée sur le genre
WANEP	Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix

## Message du président de la Commission de la CEDEAO

Les 15 États membres de la Communauté de la CEDEAO représentent une région prospère dans le monde, avec une population d'environ 366 millions d'habitants et une riche diversité humaine et topographique. De la côte aux sommets du Fouta Djallon, en passant par le Sahara et les mangroves du delta du Niger, la CEDEAO abrite diverses familles, communautés et nations.

Au cours de la dernière décennie, la région a considérablement amélioré le niveau de vie de millions de personnes. Cependant, outre la richesse des ressources naturelles, le capital humain et les grandes opportunités, il faut également faire face à des défis tels que les catastrophes naturelles, les pandémies, les tensions ethno-sectaires et les menaces sécuritaires causées par l'extrémisme et le terrorisme.

Les évolutions et les changements mondiaux tels que les avancées technologiques, la migration humaine et le changement climatique ont ajouté de nouveaux niveaux de complexité, posant de nouveaux défis pour la planification stratégique et la préparation à l'avenir.

C'est en cela que l'alerte précoce joue un rôle essentiel en aidant la CEDEAO à comprendre les mutations afin de renforcer la prise de décision et apporter une réponse rapide aux niveaux régional et national. Les Evaluations des Risques et de la Vulnérabilité des Pays (ERVP) constituent une ressource importante à cet égard. Ces rapports sont utiles pour renforcer les plans d'action du Cadre de Prévention des Conflits de la CEDEAO et pour servir de référence pour une compréhension approfondie de la dynamique de la sécurité humaine dans nos États Membres et pour nos partenaires de la région.

J'invite donc les acteurs nationaux, toutes les institutions de la CEDEAO et nos partenaires à utiliser ces rapports pour consolider la paix et le progrès au profit des citoyens de la CEDEAO.

Jean-Claude Brou  
Président de la Commission de la CEDEAO

## Déclaration du Vice-Président de la Commission de la CEDEAO

La CEDEAO est fière d'avoir finalisé le présent rapport d'Évaluation des risques et des vulnérabilités pays (ERVP) qui vise à identifier les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience existants dans chaque État membre de la Communauté. En effet, cette initiative constitue un exploit remarquable dans le cadre du renforcement de l'Architecture africaine de paix et de sécurité de l'Union africaine, la CEDEAO imprimant le rythme pour l'élaboration d'un ensemble de données africaines qui peut être exploité pour améliorer les analyses et prévisions précises sur la sécurité humaine, afin d'aider les décideurs à prendre des décisions éclairées sur les questions urgentes qui se posent dans la région. Ces informations peuvent servir de base de référence à la CEDEAO ainsi qu'à ses partenaires pour documenter les efforts d'alerte précoce et de réponse, en particulier dans le contexte actuel où le Mécanisme d'alerte précoce et de réponse est en cours de déploiement au niveau national.

Les travaux de recherche dans le cadre de l'ERVP se fondent sur les données du Réseau d'alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN) – collectées par des observateurs sur le terrain – en vue d'élaborer une base de référence nationale pour la surveillance des modèles et tendances de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine. En comparant les données d'ECOWARN à d'autres ensembles de données et en complétant les données quantitatives par des résultats qualitatifs, les évaluations aident également la Direction de l'alerte rapide de la CEDEAO à recueillir des données plus solides, riches, fiables et empiriques. Les constatations qui en découlent sont plus représentatives en termes de géographie, de temps et de thème pour chaque pays et doivent être mises à jour sur une base périodique.

La CEDEAO consolidera cet acquis en appliquant les connaissances et compétences consignées dans le Manuel d'ERVP. Ma conviction en la matière émane du fait que la formation de l'ensemble des membres du personnel de la Direction de l'alerte précoce de la CEDEAO (EWD) impliqués dans la mise au point de l'Indice d'ERVP, qui marque le point culminant du transfert des connaissances et des compétences du personnel technique du projet *Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa (REWARD)* de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) au bénéfice de la CEDEAO, permettra à la CEDEAO de conduire en toute indépendance ses futures ERVP. D'ores et déjà, l'EWD a lancé un processus visant à mettre en pratique le cadre méthodologique défini pour la conduite d'une Évaluation régionale des risques et de la résilience dans le bassin du lac Tchad, servant ainsi de premier pilier dans la mise en œuvre de la décision conjointe de la CEDEAO et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) de mobiliser les communautés dans des processus de consolidation de la paix.

Nous espérons que les États Membres de notre Communauté s'approprieront le présent rapport et y inscriront les initiatives de développement et de paix pour faire face aux risques et vulnérabilités au sein de leurs communautés. Au moment où nous décentralisons l'alerte précoce et la réponse au bénéfice des pays de la CEDEAO, la Commission se tient prête à accompagner chaque État Membre dans la mise en œuvre des recommandations réalisables que renferme le rapport de l'ERVP.

Finda Koroma  
Vice-Président, Commission de la CEDEAO

## Préface

La Direction de l’alerte précoce de la CEDEAO a accompli d’énormes progrès dans la pratique de l’alerte précoce guidée par les données, à travers l’analyse qualitative et quantitative des incidents et situations de sources multiples, et en tirant avantage des données initiales générées grâce au système du Réseau d’alerte précoce et de réponse de la CEDEAO (ECOWARN). En effet, les outils technologiques de pointe du Centre le placent dans une position privilégiée pour surveiller et analyser les risques et les vulnérabilités dans la région CEDEAO, et ce, à travers les domaines clés de la sécurité humaine.

La CEDEAO a joué, et continue de jouer, un rôle crucial dans la surveillance des menaces à la sécurité humaine qui pèsent sur toute la région, notamment les systèmes de conflit sahélo-saharien, du fleuve Mano, du golfe de Guinée, du lac Tchad et en Sénégambie dans le but d’améliorer la réponse en matière de prévention et de gestion de l’escalade des conflits.

Au-delà de l’étroite focalisation sur le conflit violent uniquement, et conformément à son mandat de promotion de l’intégration socioéconomique et politique de la sous-région, la CEDEAO applique une perspective de sécurité humaine en vue d’améliorer le bien-être de la population conformément à la Vision 2020 de la CEDEAO. Le présent rapport met donc en évidence les risques, les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience à travers cinq dimensions (démographie, économie, sécurité, gouvernance et État de droit) aux niveaux national et infranational.

Chaque rapport d’ERVP constitue une kyrielle de points de vue et d’expériences des parties prenantes concernées, notamment les dirigeants communautaires, la société civile, les responsables administratifs, les agents de sécurité, les chefs traditionnels et religieux, pour n’en citer que quelques-unes. De ce fait, le rapport d’ERVP se veut un document stratégique qui fournit une vue d’ensemble des défis en matière de sécurité humaine dans chaque État Membre de la CEDEAO ainsi que des facteurs de résilience sociale et institutionnelle qui peuvent aider à relever ces défis.

Nous espérons que le présent rapport sera utile à la planification stratégique dans le cadre de la résolution des problèmes de sécurité humaine et qu’il fournira des éclaircissements à une multitude de parties prenantes, notamment les responsables politiques et les décideurs des secteurs public et privé en vue d’un engagement dans la région qui tient compte des conflits.

Dr Abdou Lat Gueye  
Directeur de la Direction de l’alerte précoce de la CEDEAO

# Résumé Analytique

---

De 2016 à 2019, la CEDEAO a collecté des données quantitatives et qualitatives au Mali pour mieux comprendre les vulnérabilités structurelles qui peuvent exister, et comment ces vulnérabilités affectent la vie quotidienne des personnes et des communautés. Cette recherche a été réalisée en collaboration avec le projet REWARD (Reacting to Early Warning and Response Data in West Africa) de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre d'une évaluation plus large de l'ensemble de la région ouest-africaine. Dans le cadre de ce processus, une série de discussions de groupe et d'entretiens a été menée en octobre 2016 au Mali afin de contextualiser les résultats et d'en savoir plus sur les facteurs de résilience qui atténuent les risques et favorisent la sécurité humaine. L'objectif de ce rapport est de résumer ces idées et perspectives, afin que les acteurs nationaux puissent tirer parti de leurs succès, et également de servir de base de référence pour le suivi des constats et tendances de la CEDEAO. Le rapport fournit une vue d'ensemble des vulnérabilités, des risques et des facteurs de résilience nationaux et infranationaux, ainsi que des conclusions et des recommandations.

L'ERVP a été menée par la CEDEAO pour mettre à jour et étoffer les rapports nationaux d'évaluation des risques de conflit (ERC) 2013-2014. Afin de mieux comprendre les constats et tendances infranationaux, la conception de la recherche a commencé par une étude documentaire comprenant une analyse des réseaux sociaux basée sur une enquête auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans le pays et une identification des experts à consulter pendant le travail sur le terrain. Cette étude a été suivie d'une analyse des constats et tendances des dynamiques d'escalade par le système d'information géographique (SIG) et d'une analyse quantitative des vulnérabilités structurelles relatives par pays et par pilier de la sécurité humaine.

Au Mali, des niveaux élevés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de la population/démographie et de la sécurité, tandis que des niveaux modérés de vulnérabilité ont été constatés dans les domaines de l'économie/ressources, de la politique/gouvernance et de l'État de droit.

Depuis 2012, le Mali est confronté à d'importants défis politiques et sécuritaires. Le début de 2012 a vu l'émergence d'un groupe rebelle touareg, le Mouvement pour la libération de l'Azawad (MNL), dans le Nord. D'autres groupes armés, tels que Ansar Dine, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), et le Mouvement pour l'unité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO) ont également contribué à la violence et à l'insécurité dans tout le pays et particulièrement au nord. En outre, la prolifération des groupes armés, la faible présence de l'État dans le nord et le centre du Mali, les problèmes de conflits transfrontaliers, les conflits fonciers et des ressources ont provoqué le déplacement de milliers de personnes et ont exacerbé les conditions humanitaires. Les défis environnementaux tels que les inondations et la sécheresse ont également eu un impact sur la sécurité humaine de la population du Mali.

Cependant, il y existe aussi de forts facteurs de résilience sociale et institutionnelle pour la résolution efficace des conflits et la consolidation de la paix au Mali, y compris le rôle des chefs traditionnels, de la société civile, ainsi que des principes et des règles démocratiques. Les organisations de la société civile sont actives dans tout le pays, certains groupes fournissant activement des prestations de services en matière de santé, de la jeunesse et des réfugiés. Les chefs traditionnels ont également joué un rôle dans l'atténuation des conflits et la médiation des différends. Bien que les élections aient été marquées par de faibles incidents de violence et un faible taux de participation, le Mali a fait d'importants progrès pour renforcer ses institutions démocratiques, notamment une constitution laïque qui protège le droit des groupes



religieux minoritaires, la liberté des médias et une campagne visant à accroître la représentation politique des femmes qui exige l'octroi de 30 % des postes officiels nominatifs et électifs aux femmes.

Le rapport suivant vise à fournir une vue d'ensemble afin que les acteurs régionaux et nationaux puissent avoir un aperçu clair des défis auxquels le pays est confronté, ainsi que des capacités qui peuvent être mises à profit et développées pour la promotion d'une sécurité humaine durable au Mali.

*Bien que les données relatives aux risques/incidents fluctuent naturellement et puissent donc avoir changé depuis la publication de ce rapport, les vulnérabilités structurelles reflètent les tendances à moyen et long terme. Ces rapports se concentrent sur l'identification des vulnérabilités et des résiliences structurelles, et sur la manière dont elles peuvent avoir un impact sur les événements au fil du temps.*

# Introduction

## Processus de Recherche

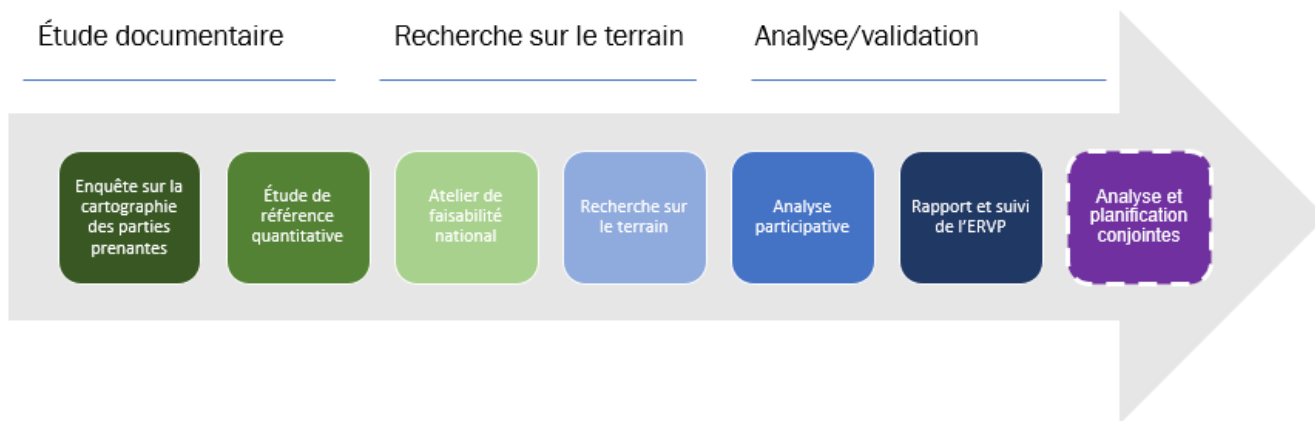
L'ERVP évalue les vulnérabilités structurelles, les risques induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle selon cinq piliers de la sécurité humaine, tels qu'identifiés par la CEDEAO dans un document d'orientation datant de 2016.<sup>1</sup> Ces piliers se déclinent comme ci-après : 1) économie et ressources ; 2) politique et gouvernance ; 3) population et démographie ; 4) État de droit ; et 5) sécurité. Les constatations consignées dans le présent rapport décrivent la façon dont les risques découlent des vulnérabilités dans le contexte du Mali, tant au sein des cinq piliers qu'entre eux. En reconnaissance du fait que les conflits violents ont des facteurs sociaux, économiques, politiques et sécuritaires sous-jacents, mais s'expriment de manière différente en fonction du contexte. Dans la présente évaluation, nous avons eu recours à un cadre holistique de sécurité humaine, qui sera utilisé pour les ERVP dans tous les autres États

membres de la CEDEAO. En outre, l'analyse fait également ressortir les considérations de genre et les facteurs externes en tant que questions transversales que l'on doit comprendre pour assurer une alerte précoce, une planification et une atténuation efficaces.<sup>2</sup>

La recherche a été menée en trois phases principales, à savoir : l'étude documentaire, la recherche sur le terrain et l'analyse/la validation.

**Phase 1** : L'étude documentaire comportait une évaluation préliminaire des vulnérabilités structurelles, des risques induits par les événements et des facteurs de résilience sociale/institutionnelle.

Pour l'évaluation des vulnérabilités structurelles, la recherche s'est appuyée sur des données provenant de douzaines de sources, y compris les Rapports de situation (SitReps) d'ECOWARN. Sur la



<sup>1</sup> Le Document de cadrage de la Direction de l'Alerte précoce a été élaboré par la CEDEAO pour aider à éclairer le processus d'ERVP et comporte les piliers de la sécurité humaine identifiés sur la base d'approches fondées sur les meilleures pratiques telles que les

directives de l'ECOWARN et le cadre de l'Agence néo-zélandaise pour le développement international (NZAIID).

<sup>2</sup> Le Document de cadrage de la CEDEAO sur « L'évaluation des risques dans cinq pays pilotes de la CEDEAO, à savoir : le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et le Mali. »

base de ces ensembles de données préexistants<sup>3</sup>, un indice d'ERVP a été créé et a servi à mesurer les niveaux relatifs de vulnérabilité dans cinq dimensions de la sécurité humaine au Mali.

Pour l'évaluation des risques induits par les événements, les données sur les événements, y compris celles tirées des rapports d'incident (IncReps) d'ECOWARN, ont fait l'objet de triangulation avec les données du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLEd) afin de déterminer les lieux et le type de problèmes conflictuels au niveau infranational de façon diachronique. Le recours à des sources multiples a permis de procéder à la validation croisée, de combler les lacunes et d'identifier les tendances des indicateurs et des sous-indicateurs à l'aide de requêtes et de recherches par mots clés.

Pour l'évaluation des facteurs de résilience sociale/institutionnelle, une enquête a été menée auprès de tous les contacts de la CEDEAO dans le pays pour en savoir davantage sur les acteurs de la paix et de la sécurité qui s'emploient à gérer et à réduire les risques et les vulnérabilités dans le pays. Les personnes interrogées (au nombre desquelles figuraient des représentants d'institutions religieuses, d'acteurs du secteur public, de la société civile, de groupes de jeunes et d'acteurs du développement, entre autres) ont également été invitées à indiquer les organisations avec lesquelles elles ont travaillé en partenariat au cours des deux dernières années sur les questions de paix et de sécurité. Les données ont ensuite été téléchargées sur une Carte du réseau des parties prenantes en vue d'une analyse quantitative, afin d'identifier les points d'appui, les sphères d'influence et le capital social. Sur la base de cette analyse, nous avons identifié les experts techniques clés qui ont été contactés pour la phase suivante de la recherche.

**Phase 2 :** La recherche sur le terrain a débuté par un atelier de cadrage à Bamako. En s'appuyant sur la Carte du réseau des parties prenantes, des experts techniques ayant un réseau très dense ont été réunis dans le cadre d'un atelier visant à valider les constatations initiales de l'étude documentaire et à suggérer une voie à suivre pour l'analyse qualitative sur le terrain. L'Atelier de cadrage a également servi à adapter et à mieux faire connaître les questions de recherche plus générales ainsi que les instruments et les questionnaires d'entretien avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD) en fonction du contexte local. En outre, l'Atelier de cadrage a également permis d'obtenir des références et des contacts pour les acteurs clés et les parties prenantes sur le terrain qui seraient consultés lors des EIC et des GD au cours des deux semaines suivantes. Ainsi la phase de l'étude documentaire a-t-elle permis d'éclairer les questions de recherche qui nécessitaient une contextualisation et une validation plus poussées sur le terrain, ainsi que l'échantillon des personnes à interroger (ce qui a été demandé, où et à qui).

Une équipe d'experts et de chercheurs a ensuite réalisé une évaluation dans le pays entre le 14 et le 19 novembre 2016 avec des participants issus des régions de Bamako, de Gao, de Kidal, de Mopti et de Tombouctou. L'équipe s'est rendue dans les différents points névralgiques identifiés dans l'étude documentaire et validés lors de l'atelier pour interviewer les principales parties prenantes touchées par la violence, connaissant le contexte local et disposant de capacités locales pour en apprendre davantage sur les facteurs de vulnérabilité et de résilience sous-tendant cette violence. Cette équipe était composée de représentants des Directions de l'Alerte précoce de la CEDEAO (EWD), des Affaires politiques (DPA), du Maintien de la Paix et de la Sécurité régionale (DPKRS), du Genre et des Affaires humanitaires et

---

<sup>3</sup> Les sources de données utilisées dans l'élaboration de l'indice d'ERVP sont notamment Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, la base de données sur la localisation et les événements des conflits

armés, la Banque mondiale, le Center for Security Studies ETH Zurich, le Bertelsmann Stiftung Transformation Index, Political Terror Scale, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations unies et l'Institut pour l'économie et la paix.

sociales, ainsi que de participants de l'USAID et d'experts affiliés. Les EIC et les GD organisés dans le cadre de cette évaluation dans le pays ont permis de recueillir des données et des informations qualitatives concernant divers points de vue sur les vulnérabilités structurelles, les facteurs de risque induits par les événements et les facteurs de résilience sociale/institutionnelle liés aux différents problèmes conflictuels dans l'ensemble du pays. Ces transcriptions ont été compilées et rationalisées pour réduire les répétitions et les imprécisions, et classées par rubriques pour l'analyse et la priorisation pendant la phase 3.

**Phase 3 :** Après la validation et la contextualisation sur le terrain des données quantitatives, du SIG et d'enquête, la collecte, la structuration et la synthèse des données qualitatives, un rapport a été rédigé puis validé par la CEDEAO et l'USAID. Ce rapport servira de référence et de ressource pour des produits d'alerte précoce plus ciblés et pour l'analyse/la planification en vue d'une prévention stratégique et opérationnelle de l'insécurité humaine au Mali ainsi que des systèmes de conflits associés de façon plus générale.

## Terminologie et Définitions Conceptuelles

Dans la présente ERVP :

« **Vulnérabilité** » se définit comme tout facteur structurel susceptible d'être un facteur de conflit. Il peut s'agir de facteurs tels que le chômage des jeunes, la pauvreté, les inégalités, le climat, le favoritisme, les facteurs démographiques, etc.

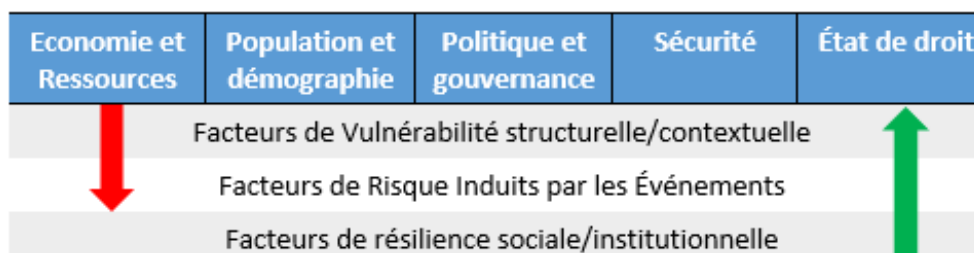
« **Risque** » est défini comme tout facteur induit par tout événement qui pourrait être un déclencheur

de conflit. Au nombre des facteurs de risque, l'on peut citer les controverses particulières ou des événements, tels les élections ou les catastrophes qui peuvent se produire.

« **Résilience** » est entendue au sens de tout facteur social ou institutionnel qui peut aider à atténuer ou à gérer les risques et les vulnérabilités. Il s'agit notamment des responsables politiques, culturels et communautaires jouissant d'un important capital social pour influencer de manière constructive sur la dynamique des conflits. L'on peut citer à cet effet le secteur public, le secteur privé, les institutions religieuses, la société civile, les leaders d'opinion, les agents de développement, etc. Les facteurs de résilience peuvent inclure les institutions qui jouent un rôle stabilisateur à court, moyen ou long terme.

L'analyse de l'ERVP a été menée conformément au cadre décrit dans la figure ci-dessous, selon lequel les facteurs de risque induits par les événements découlent des vulnérabilités structurelles (selon la flèche rouge pointant vers le bas) tandis que les facteurs de résilience sociale et institutionnelle atténuent et préviennent ces risques et vulnérabilités (selon la flèche verte pointant vers le haut).

Pour la CEDEAO, ce cadre est d'autant plus utile qu'il est aligné sur le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC), qui est un outil stratégique visant à renforcer l'architecture de la sécurité humaine en Afrique de l'Ouest. Les éléments clés du CPCC sont les catégories de la « **Prévention opérationnelle** », c'est-à-dire les mesures applicables en cas de crise ; et, de la « **Prévention structurelle** », c'est-à-dire les mesures qui permettent de faire en sorte que les crises ne



surviennent pas ou ne se reproduisent pas. Le cadre de l'ERVP est aligné sur le CPCC, de sorte que les facteurs de vulnérabilité identifiés doivent être atténués par les mesures de prévention structurelle et les facteurs de risque par les mesures de prévention opérationnelle. Cet alignement est important pour la pertinence et l'applicabilité du présent rapport par les utilisateurs en Afrique de l'Ouest.

## Revue de Littérature

### Une Approche d'alerte Précoce Centrée sur l'Humain

Dans la littérature universitaire, le prisme de la sécurité humaine en ce qui concerne l'alerte précoce des conflits est en mutation par rapport aux approches plus centrées sur l'État qui étaient en vogue dans les années 80 et 90. En effet, par le passé, l'alerte précoce était axée sur la prévention et l'atténuation des conflits entre États. Dans la période de l'après-guerre froide, marquée par une recrudescence des conflits intra-étatiques, l'alerte précoce a porté principalement sur l'identification des facteurs et des impacts des conflits civils sur les États. À cette époque, l'analyse était axée sur une terminologie telle que « l'effondrement » et « la faillite » de l'État, mettant ainsi l'accent sur les impacts pour les pays ou régions voisines et perpétuant dans le même temps un paradigme comparatif de pauvreté et de faible croissance économique ainsi que de conflit, par opposition aux pays plus développés<sup>4</sup>.

Toutefois, à mesure qu'une approche plus interdépendante de la sécurité humaine et mondiale se faisait jour dans les années 2000, les conceptions de la fragilité de l'État et de l'analyse des conflits ont évolué en approches tant d'aide au développement que de politiques. Comme l'indique le Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRGDS), « De manière générale, la fragilité résulte d'une interaction dynamique entre des facteurs internes

(notamment les conflits violents, la pauvreté, la conjoncture économique et structurelle, la défaillance des institutions formelles) et des facteurs externes (notamment l'économie politique internationale, l'insécurité régionale et mondiale)<sup>5</sup>. Sans faire abstraction du rôle de l'État en tant que principal instrument de gestion et de prévention des conflits, l'approche centrée sur l'humain se penche d'abord et avant tout sur l'impact des facteurs de conflit à caractère démographique, économique, politique et sécuritaire sur les individus et les communautés, ainsi que sur le rôle qu'un large éventail de facteurs sociaux et institutionnels jouent dans la prévention des conflits. Ainsi, le cadre de la sécurité humaine fournit-il une approche holistique pour comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques.

Selon le Fonds d'affectation spéciale des Nations Unies pour la sécurité humaine, l'approche de la sécurité centrée sur l'humain se décline en cinq principes : 1) *mesures centrées sur l'individu*, mettant l'accent sur la protection des libertés fondamentales de l'être humain ; 2) *mesures multisectorielles*, englobant une large compréhension des menaces et des causes de l'insécurité ; 3) *mesures globales*, prenant en compte les différents types de sécurité de l'individu, allant de la sécurité économique à la sécurité sociale ; 4) *mesures spécifiques au contexte*, soulignant la nécessité d'analyser les contextes spécifiques des conflits et les causes profondes de l'insécurité ; et 5) *mesures préventives*, mettant l'accent sur des mesures de prévention et d'atténuation des risques adaptées au contexte local par le biais de mécanismes

<sup>4</sup> « Définir et mesurer la fragilité des États : une nouvelle proposition », Ferreira, I., La Conférence annuelle de la Banque sur l'Afrique, juin 2015

<sup>5</sup> « Guide thématique sur les États fragiles », McLoughlin, C., Centre de ressources sur la gouvernance et le développement social (CRDSU), août 2009

d'alerte précoce<sup>6</sup>. Cette focalisation sur les questions transversales ainsi que l'analyse et la réponse spécifiques aux situations sont au cœur du processus d'ERVP et des objectifs plus généraux d'alerte précoce et de réponse intégrée en cas de conflit de la part de la CEDEAO et de ses partenaires. Pour les ERVP, il s'agit d'identifier les risques de conflit, les vulnérabilités et les résiliences au niveau de l'ensemble des piliers de la sécurité humaine que sont la population et la démographie, la politique et la gouvernance, la sécurité, l'économie et les ressources, et l'État de droit.

De nombreux indices et cadres de développement ont été développés pour mesurer la résilience et la fragilité. Ils vont de l'*Indice des États fragiles* établi par le Fonds pour la paix<sup>7</sup> jusqu'à l'*Indice de gouvernance de la Fondation Mo Ibrahim*<sup>8</sup> en passant par l'Indice de la Banque africaine de développement (BAD) et de l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)<sup>9</sup> de la Banque mondiale. Actuellement, des acteurs de premier plan du développement international et des organismes multilatéraux, tels que l'Organisation des Nations Unies, la Banque mondiale et la BAD ont également élaboré des stratégies, des domaines de pratique et des outils qui visent à s'attaquer aux facteurs de fragilité. La BAD, par exemple, dispose d'une *Stratégie de lutte contre la fragilité et de renforcement de la résilience en Afrique pour la période 2014-2019*, qui met l'accent sur le renforcement des capacités de ses États membres et sur les « situations de fragilité plutôt que sur les États fragiles exclusivement ».<sup>10</sup>

Comme le souligne toutefois la Stratégie de la BAD, « il n'existe pas de solution universelle ni de « boîte à outils » prédéfinie pour s'attaquer à la fragilité ».<sup>11</sup> Les conceptions universitaires et

politiques plus anciennes de la « faillite de l'État » reposaient sur une analyse axée sur les « conceptions traditionnelles de la sécurité centrées sur l'État qui mettaient principalement l'accent sur la sécurité des États face à l'agression militaire », comme énoncé dans un document publié en 2009 par l'Unité de sécurité humaine des Nations Unies. Les modèles d'analyse plus récents ont adopté une perspective plus large de la sécurité humaine, « en réponse à la complexité et à l'interdépendance des menaces à la sécurité tant anciennes que nouvelles – allant de la pauvreté chronique et persistante aux crises économiques et financières soudaines, en passant par la violence ethnique, la traite des êtres humains, le changement climatique, les pandémies et le terrorisme international. Ces menaces ont tendance à prendre des dimensions transnationales et à aller au-delà des conceptions traditionnelles de sécurité qui mettent exclusivement l'accent sur les agressions militaires extérieures. »<sup>12</sup>

Par conséquent, une approche centrée sur l'humain, par opposition à une approche centrée sur l'État, est importante pour analyser les risques et les vulnérabilités de la société en vue de mettre en place des mécanismes robustes d'alerte précoce. La sécurité humaine fournit une approche holistique permettant de comprendre les différentes menaces qui affectent la vie des individus, que ce soit à travers les conflits, la santé, l'alimentation, l'environnement ou d'autres facteurs sociaux, politiques ou économiques. En tant que telles, les ERVP visent à tirer parti des aspects les plus dynamiques et interdépendants des risques et des vulnérabilités, qui examinent les capacités et les pressions au sein d'une société donnée en vue d'identifier les vulnérabilités structurelles, les résiliences et les risques au niveau des principaux piliers de la sécurité

<sup>6</sup> « La sécurité humaine dans la théorie et en pratique », Unité de la sécurité humaine, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), Nations Unies, janvier 2009

<sup>7</sup> Indice des États fragiles, Fonds pour la paix,

<sup>8</sup> Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA), Banque mondiale et Banque africaine de développement (BAD)

<sup>9</sup> Indice Ibrahim de la gouvernance africaine, Fondation Mo Ibrahim

<sup>10</sup> « S'attaquer à la fragilité et renforcer la résilience en Afrique, 2014 – 2019 », BAD

<sup>11</sup> Ibid.

humaine. Selon la définition de l'Assemblée générale des Nations Unies, « la sécurité humaine a pour objet d'aider les États membres à cerner les problèmes communs et généralisés qui compromettent la survie, les moyens de subsistance et la dignité de leurs populations et à y remédier ». <sup>13</sup> Cette approche s'inscrit également en droite ligne dans la Vision 2020 de la CEDEAO qui vise à promouvoir la paix, la prospérité et la cohésion dans toute la région <sup>14</sup> et met notamment l'accent sur le renforcement de nombreux aspects de la sécurité humaine au sein des États membres.

## Questions de Recherche

Sur la base des constatations initiales tirées de l'étude documentaire, l'équipe a élaboré une série de questions d'orientation réparties selon les cinq piliers de la sécurité humaine. Ces questions n'ont pas été posées explicitement sur le terrain, mais ont plutôt sous-tendu la conception des instruments d'entretiens avec les informateurs clés (EIC) et de groupes de discussion (GD). Ces instruments comprenaient des questions simples et ouvertes visant à susciter une discussion au cours de laquelle les personnes interrogées pourraient exprimer leurs opinions, partager leurs expériences et perceptions sur la façon dont elles ont été affectées par les facteurs de vulnérabilité, de risque et de résilience au Mali.

**Politique et Gouvernance** : Quelle est la plus récente itération de l'Accord de paix du Mali ? A-t-on constaté une amélioration et comment ? Selon vous, qu'est-ce qui a marché avec cet Accord de paix ? L'Accord de paix du Mali a été critiqué pour son manque d'inclusion des femmes. Comment les femmes sont-elles impliquées dans le processus de paix malien, conformément à la Résolution 1325 des Nations Unies ? Si l'on vous donnait l'opportunité de participer à l'Accord de paix, quelle serait la seule chose que vous feriez différemment ? Quels défis à la mise en œuvre de

l'Accord de paix subsistent-ils ? Compte tenu du paysage sécuritaire actuel, quelles sont les éventuelles préoccupations relatives aux prochaines échéances électorales en 2018 ? Quelles mesures sont en place pour garantir des élections justes et équitables dans un environnement sûr ? Ces transitions politiques contribueront-elles à consolider le processus de paix ou à le faire dévier ? Dans quelle mesure les femmes participent-elles au processus de prise de décision au Mali ? Quelles sont les principales barrières affectant le rôle des femmes dans : a) la consolidation de la paix ; b) la politique ; et c) la gouvernance, y compris les processus électoraux au Mali ? Pourquoi n'y a-t-il pas un nombre plus important de femmes participant au processus politique ? Comment faire pour que davantage de femmes soient impliquées dans le processus politique ? Pensez-vous que les femmes sont des acteurs politiques viables, qui peuvent jouer un rôle positif dans les futurs arrangements politiques, de gouvernance et de sécurité du Nord du Mali ? Si oui, comment ? Si non, pourquoi ? Certains groupes sont-ils exclus des processus politiques ?

**Population et Démographie** : Décrivez la relation existante entre les groupes ethniques/communautés de votre région. Avez-vous été témoin de tensions entre des communautés ? La religion a-t-elle été une source de conflit ou une ressource pour la paix dans votre communauté ? L'immigration et le déplacement contribuent-ils au conflit au sujet des terres et des ressources ? Dans quelle mesure les questions relatives aux réfugiés et aux déplacements internes influent-elles sur la cohésion sociale ? L'explosion de la population des jeunes constitue-t-elle un facteur de croissance durable ? Cet état de fait exerce-t-il une pression sur les ressources ou les services publics ? Dans quelle mesure les conditions climatiques défavorables nuisent-elles à la sécurité alimentaire et à la sécurité de manière générale ? Quels types de services sociaux sont disponibles/accessibles dans votre communauté

<sup>13</sup> Résolution n°66/290 de l'Assemblée générale, octobre 2012

<sup>14</sup> Vision 2020 de la CEDEAO, Vers une communauté démocratique et prospère, CEDEAO, juin 2010

(santé, éducation, assainissement, eau, électricité) ?

**Économie et Ressources** : Tous les commerçants et les convois sont-ils en mesure de transporter les marchandises à destination et en provenance du marché, en particulier en ce qui concerne le Nord ? Quels sont les défis et/ou opportunités spécifiques qui se présentent aux femmes et aux hommes dans l'environnement émergent ? Dans quelle mesure les femmes peuvent-elles contribuer à la sûreté et la sécurité dans les communautés maliennes ? Au-delà de l'assistance en matière de sécurité, comment l'aide extérieure a-t-elle affecté/renforcé votre communauté ?

**Sécurité** : Qui assure la sécurité/la loi et l'ordre dans votre communauté ? Dans le cadre global des conflits, dans quelle mesure le terrorisme menace-t-il la sûreté et la sécurité des populations du Mali ? Outre les forces militaires onusiennes et françaises, dans quelle mesure le gouvernement s'appuie-t-il sur des mandataires pour maintenir la paix et la sécurité, ainsi que l'ordre public ? Avec la situation sociopolitique et sécuritaire qui prévaut, le gouvernement du Mali pourrait-il protéger ses frontières avec un retrait potentiel des troupes françaises et onusiennes ? Quelle est la situation sécuritaire prévalant dans votre région ?

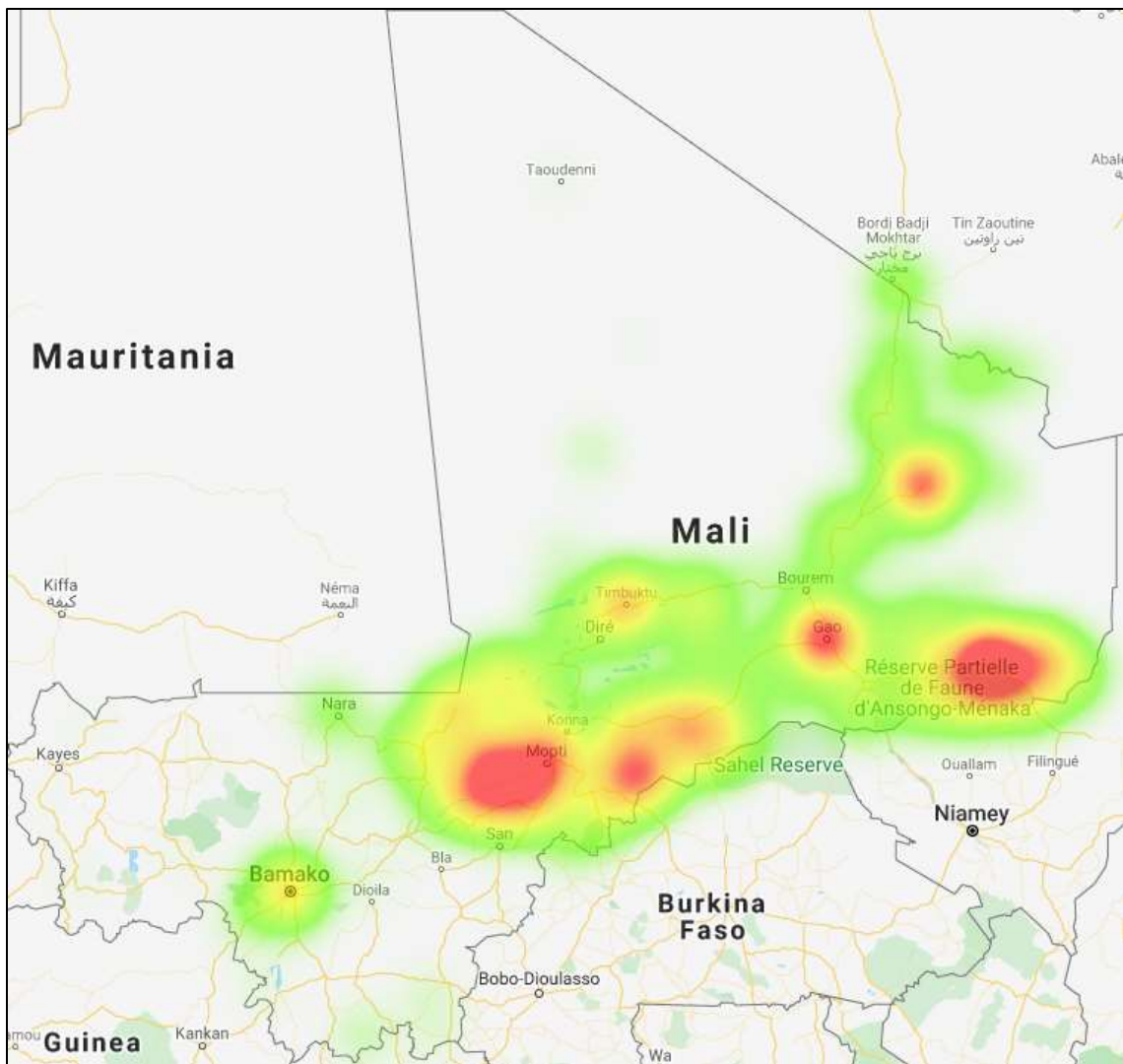
**État de droit** : Dans quelle mesure les questions liées au trafic de drogue, à la traite des êtres humains et à la criminalité alimentent-elles le conflit au Mali ? Quels sont les autres types d'activités criminelles qui alimentent le conflit ? Lorsque vous avez un litige, où allez-vous pour trouver une solution ? Avez-vous eu recours au système judiciaire par le passé ? Connaissez-vous quelqu'un qui a déjà eu recours au système judiciaire ? Comment le processus s'est-il déroulé ? Jouissez-vous d'un accès à la justice et à des services juridiques équitables ? Existe-t-il des

contraintes ou des restrictions au fonctionnement du système judiciaire ? Dans quelle mesure la corruption, le clientélisme politique, l'impunité ou le népotisme constituent un problème au Mali ? Avez-vous connaissance de tout cadre juridique protégeant les femmes et les filles contre la violence ? Si oui, qui sont les auteurs ? Comment la situation a-t-elle été traitée, tant pour la victime que pour l'agresseur ?

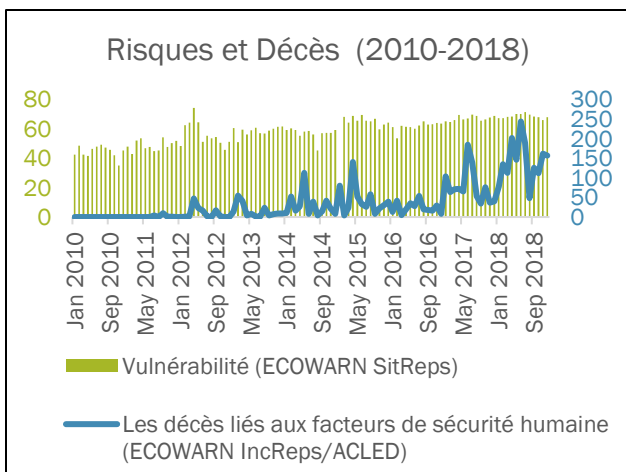
## Description de l'Échantillon

Les données recueillies et analysées aux fins du présent travail de recherche comprenaient des centaines de rapports de situation (SitReps) et des rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN, ainsi que des données sur les événements du Projet de localisation des événements des conflits armés (ACLED), une enquête d'orientation, des transcriptions et des notes des groupes de discussion (GD) et des entretiens avec les informateurs clés (EIC) sur le terrain. Au nombre des autres sources, intégrées pour créer un indice de vulnérabilité, on peut citer Global Integrity, l'Economist Intelligence Unit, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, Transparency International, Freedom House, la Fondation Mo Ibrahim, l'ACLED, la Banque mondiale, l'Index Bertelsmann Stiftung de transformation, le Niveau de terreur politique, l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Université d'Uppsala, les statistiques des Nations Unies et l'Institut pour l'économie et la paix. Une liste complète figure à l'Annexe A.





La carte des foyers de tension présentant les données sur les événements montre des points névralgiques ayant enregistré des décès liés aux incidents de sécurité humaine de 2015 à 2018. Ces foyers de tension ont guidé la planification des travaux de recherche sur le terrain.



Le graphique ci-dessus montre les tendances en matière de risque par rapport à la vulnérabilité. L'axe vertical à gauche (0-80) montre le niveau de vulnérabilité avec un score plus de 60, reflétant des niveaux de vulnérabilité plus élevés. L'axe vertical sur la droite (0 à 35) indique le nombre de décès par mois liés aux incidents de sécurité humaine.



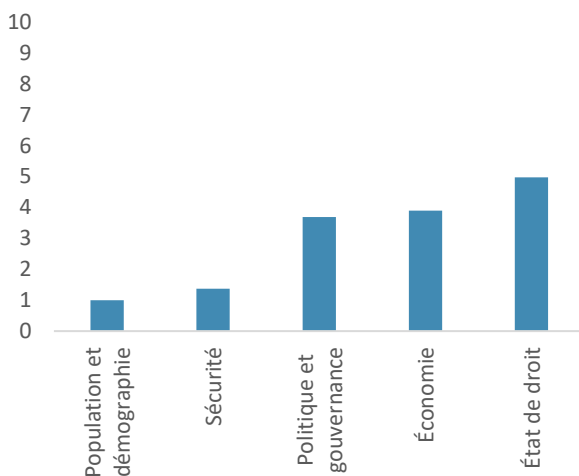
La carte montre les régions qui étaient au cœur de la recherche sur le terrain dans le cadre de l'ERVP en novembre 2016.

## Analyse des Données

Les données ECOWARN montrent une hausse graduelle en termes de vulnérabilité (avec un pic important lors du coup d'État de mars 2012) telle que mesurée en prenant une moyenne mensuelle des rapports de situation, ainsi qu'une hausse du risque, telle que mesurée par les décès enregistrés dans les rapports d'incidents (IncReps) d'ECOWARN et de l'ACLED. Le mois le plus violent dont il a été fait cas au cours de ces sept dernières années a été celui de juillet 2016, au cours duquel des affrontements entre milices touarègues ont fait des douzaines de morts.

L'indice d'ERVVP indique qu'au Mali les piliers de la sécurité humaine qui présentent les niveaux les plus graves de vulnérabilité sont les piliers « Population et démographie » et « Sécurité ». Les données montrent que même l'État de droit (le secteur enregistrant les meilleures performances) est encore plus vulnérable que dans d'autres pays de la région. Se référer à l'Annexe B pour avoir une brève description de la façon dont les indicateurs et les sources ont été sélectionnés, ainsi que la façon dont les données ont été normalisées, mises à l'échelle et intégrées.

Vulnérabilité Relative par Pilier de la Sécurité Humaine



Dans le graphique ci-dessus, en revanche, plus la note est faible sur l'axe des ordonnées (0-10), plus le Pilier de la sécurité humaine est vulnérable.

Les données sur les événements montrent les foyers de tension, les schémas et tendances au niveau infranational, notamment les tensions intercommunautaires à Mopti et l'insurrection à Gao et à Kidal. Le conflit au Mali a également eu des effets d'entraînement dans les États voisins que sont la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Des travaux de recherche sur le terrain ont été entrepris, afin de valider et contextualiser ces conclusions par le biais d'entretiens avec les informateurs clés et de groupes de discussion.

Les données quantitatives indiquent une vulnérabilité croissante au Mali et des zones où la faiblesse structurelle est la plus importante au titre des piliers « Population/démographie » et « Sécurité ». Corroborant ces résultats concernant les vulnérabilités structurelles, le SIG et les données sur les événements affichent des niveaux croissants de violence létale au cours des sept dernières années. Comme illustré dans les pages ci-dessous, outre la validation de ces conclusions tirées de l'étude documentaire, les travaux de recherche sur le terrain ont également contribué à mettre en lumière les dynamiques politiques complexes au niveau local dans le contexte des Accords de paix du Mali.

## Portée et Limites de l'Étude

Le présent rapport vise à superposer, trianguler et juxtaposer des données quantitatives, des données de SIG et des données qualitatives de manière précise, significative et représentative. Toutefois, au nombre des limites de cette analyse figurent l'intervalle de deux ans pour les données sur les événements/du SIG et celui de sept ans pour les rapports de situation d'ECOWARN. S'il y a des cycles de conflit qui n'entrent pas dans le champ de ces paramètres, la capacité d'analyser ces tendances sera limitée dans le présent rapport. En outre, le présent travail de recherche visait à assurer la représentativité de l'échantillon de parties prenantes impliquées au travers des EIC (12 personnes de premier plan) et des GD (14 groupes de discussion). Dans la mesure où ces

parties prenantes étaient représentatives, elles ont apporté une contextualisation et une validation importantes à la recherche documentaire. Cependant, une autre limite dans cette étude était qu'en raison de considérations sécuritaires, l'équipe de recherche n'a pas été en mesure de se déplacer à l'extérieur de la capitale, Bamako, pour mener des entretiens.

La portée et les limites s'appliquent également à l'utilisation et au but de l'étude. Le Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC) porte principalement sur deux domaines :

- La Prévention structurelle, qui englobe « les réformes politiques, institutionnelles (gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur d'une culture de la paix » ; et
- La Prévention opérationnelle, qui comprend « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO ».

Les rapports d'ERVVP sous-tendent les objectifs du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO (CPCC). Ils identifient, en particulier, les vulnérabilités dans l'ensemble des piliers de la sécurité humaine dans le but de guider la prévention structurelle. Telle que définie dans le CPCC, cette dernière recouvre « les réformes politiques, institutionnelles (de gouvernance) et de développement, le renforcement des capacités et le plaidoyer en faveur de la culture de la paix ». Certes, le présent rapport peut également servir à éclairer la prévention opérationnelle, qui comprend « l'alerte précoce, la médiation, la conciliation, le désarmement et le déploiement préventifs par des moyens interactifs tels que les missions de bons offices et la Force en attente de la CEDEAO », mais il vise principalement à identifier les domaines clés de vulnérabilité structurelle aux niveaux national et infranational aux fins de la planification

stratégique par la CEDEAO et d'autres partenaires intervenant dans les domaines de la paix et de la sécurité. Toutefois, dès lors que la prévention opérationnelle peut s'appuyer sur les schémas et les tendances des facteurs de risque induits par les événements mis en exergue dans le présent rapport, l'ERVVP devrait servir d'analyse de référence des dynamiques qui font l'objet d'une surveillance diachronique étroite. Ainsi, en plus d'éclairer la planification stratégique se rapportant aux questions de vulnérabilité structurelle, l'ERVVP sous-tendra également les produits d'alerte précoce tels que les rapports de situation hebdomadaires, mensuels et trimestriels qui informent les analystes et les personnes interrogées potentielles sur l'aggravation du risque de conflit à l'aune d'un ou de plusieurs indicateurs, et proposera des recommandations par rapport à la réponse à apporter. Les rapports d'ERVVP peuvent également servir de base à des études de cas plus détaillées sur les risques, les vulnérabilités et les résiliences identifiés pour un pays d'intérêt ou faisant l'objet de préoccupation.

S'il est vrai que de nombreux rapports qui s'attellent à identifier les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience se concentrent presque exclusivement sur le niveau national, la CEDEAO entend soutenir une infrastructure d'alerte précoce et de réponse plus décentralisée dans l'ensemble de la région. À ce titre, les rapports d'ERVVP tiennent également compte de la dynamique au niveau infranational. Ces facteurs infranationaux sont essentiels à prendre en compte car ils permettent aux analystes et aux intervenants potentiels de comprendre le contexte dans lequel des événements précis (risques) se produisent, ce qui peut être très différent du contexte national. Une cartographie des risques, des vulnérabilités et des résiliences au niveau infranational peut également contribuer à sous-tendre les stratégies de collaboration au niveau local en vue de la prévention structurelle, en particulier, tel que défini par le CPCC, en prenant « des mesures visant à s'assurer que les crises ne surviennent pas ou, le cas échéant, qu'elles n'éclatent pas à nouveau ».

Enfin, comme l'a également relevé le CPCC, les conflits en Afrique de l'Ouest tendent à entretenir des liens très étroits, ce qui donne souvent lieu à des cycles de violence qui outrepassent les frontières et peuvent maintenir les pays empêtrés dans des situations de conflit pendant des décennies. Les rapports d'ERVP, qui couvrent l'ensemble des quinze États membres de la CEDEAO, sont également utiles pour aider à éclairer et à comprendre la dynamique des systèmes de conflits régionaux spécifiques, tels que ceux qui se produisent à l'échelle du fleuve Mano et à travers le Sahel. Ces systèmes de conflits régionaux sont influencés et intimement liés les uns aux autres non seulement aux plans

historique et culturel, mais aussi en termes de vulnérabilités structurelles qui engendrent des risques et l'éclatement au bout du compte de la violence, décennie après décennie. Ainsi les rapports d'ERVP offrent-ils la possibilité de percevoir non seulement les facteurs nationaux et infranationaux spécifiques qui conduisent à une vulnérabilité structurelle et à l'aggravation du risque, mais aident aussi à mettre en relief la nature des systèmes de conflits régionaux et la nécessité d'une perspective holistique et systémique tant dans l'analyse que dans la réponse.

# Contexte

---

La République du Mali a proclamé son indépendance en 1960, s'affranchissant ainsi du joug colonial, après 68 ans d'occupation du territoire administré par les Français et connu sous le nom de Soudan français. Le premier président du pays a été renversé par un coup d'État perpétré par des militaires en 1968, portant au pouvoir le lieutenant Moussa Traoré. Ce dernier a ensuite pris les rênes pour diriger un État à parti unique répressif pendant plus de deux décennies. Le régime postcolonial malien de l'époque a impliqué l'instauration de la loi martiale et d'une administration militaire dans les régions du Nord, afin d'étouffer une rébellion initiée par les populations touarègues.<sup>15</sup> Bien qu'ils ne représentent qu'environ 5 % de la population, les Touaregs sont quasiment concentrés de façon exclusive dans les régions du Nord du Mali, qui font frontière avec l'Algérie et le Niger, tandis que les Bambaras, les Sénoufos, les Foulani et autres groupes ethniques sont, quant à eux, concentrés au Sud, au Centre et à l'Ouest du pays.<sup>16</sup>

Suite aux violentes manifestations d'étudiants appelant à la création d'un État multipartite et au coup d'État perpétré par le chef de la garde présidentielle, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, le Président Traoré a été évincé du pouvoir en 1991. Ce changement a ouvert la voie à un gouvernement civil dirigé par M. Alpha Oumar Konaré, annonçant des réformes constitutionnelles et la création d'un système législatif multipartite au cours des années 90. Toutefois, la période a également été marquée par les flambées de violence au Nord impliquant des éleveurs Touaregs, sous l'emprise de l'ethno-nationalisme, les pressions environnementales et les griefs politiques. Historiquement, les inégalités socioéconomiques entre le Nord et le Sud, le

Centre et l'Ouest du Mali ont abouti à des défis de gouvernance et des pressions environnementales qui ont eu un impact sur les moyens de subsistance agricoles et la sécurité alimentaire.<sup>17</sup> Dès le début des années 90, une grande partie des populations touarègues du Nord étaient revenues d'autres pays d'Afrique du Nord où elles avaient vécu dans les années 70 et 80 après les graves sécheresses qui les avaient contraintes à quitter le Mali. Certaines de ces populations sont revenues de la Libye avec une formation et des équipements militaires, après avoir combattu lors de campagnes soutenues par l'ancien dirigeant de ce pays, Mouammar Kadhafi.<sup>18</sup>

Bien que la stratégie politique de la corde raide entre les partis ait causé également des mécontentements au cours des années 90, la première alternance démocratique réussie a eu lieu avec le passage du pouvoir du Président Konaré à son successeur Touré, au terme des élections de 2002. La décennie suivante qu'a duré le règne du président Touré a contribué à accélérer la croissance du produit intérieur brut (PIB),<sup>19</sup> de 3,9 milliards de dollars EU en 2002 à 12,44 milliards de dollars US une décennie plus tard. Une grande partie de cette croissance est due à l'augmentation des investissements directs étrangers, qui sont passés de 72,35 millions de dollars EU en 2003 à 646,6 millions de dollars EU en 2009.<sup>20</sup> La croissance économique a toutefois coïncidé avec une croissance démographique rapide<sup>21</sup> et une concentration des richesses au Sud et à l'Ouest, chose qui n'a fait qu'exacerber les inégalités existantes entre les populations du Nord

---

<sup>15</sup> "Chapter 2: Rebellion and fragmentation in northern Mali", Chauzal, G. and van Damme, T., Clingendael, mars 2015.

<sup>16</sup> "World Directory of Minorities and Indigenous Peoples – Mali", Minority Rights Group International, novembre 2017.

<sup>17</sup> "Mali: Economic Factors Behind the Crisis", Union européenne, 2014

<sup>18</sup> "Chapter 2: Rebellion and fragmentation in northern Mali", Chauzal, G. et van Damme, T., Clingendael, mars 2015.

<sup>19</sup> «PIB (dollars US courants)», Banque mondiale

<sup>20</sup> «Investissements directs étrangers, entrées nettes (BdP, \$ US courants)», Banque mondiale

<sup>21</sup> «Population totale», Banque mondiale

et le reste du pays.<sup>22</sup> En 2006, un nouveau soulèvement de combattants Touaregs a conduit à de violents affrontements avec l'armée et les forces de sécurité maliennes, avant d'aboutir, au bout du compte, à un Accord de paix négocié par l'Algérie. Cet accord a été marqué par la méfiance ainsi que des affrontements internes et émaillés d'incidents de violence en 2007.<sup>23</sup>

En janvier 2012, un nouveau groupe rebelle touareg, à savoir le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), a alors entamé une lutte armée séparatiste contre le gouvernement malien. Cette offensive a été précipitée par l'effondrement du régime de Kadhafi en 2011, qui a vu un afflux d'armes en direction du Mali suite au conflit libyen.<sup>24</sup> L'insécurité qui s'en est suivie a permis à d'autres groupes islamiques armés de se joindre au conflit au Nord du Mali, à savoir Ansar Dine, Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unité et le Jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO).

En mars 2012, des soldats maliens – qui avaient été envahis par les Touaregs armés – ont évincé le président Touré du pouvoir en raison de son incapacité à endiguer la rébellion touarègue. Sous la pression de la CEDEAO, les militaires ont créé de manière pacifique un gouvernement intérimaire dirigé par l'ancien président de l'Assemblée nationale, Dioncounda Traoré. Le coup d'État a permis au MNLA de proclamer l'indépendance de l'Azawad en avril 2012, mais ce mouvement a été supplanté par les groupes plus puissants que sont Ansar Dine et le MUJAO qui ont pris le contrôle des régions de Gao, Tombouctou et Kidal. Une nouvelle contre-offensive au Nord, dirigée par l'armée malienne, avec l'assistance militaire française et africaine, a été lancée en janvier 2013, ce qui a permis à l'armée malienne de reprendre le contrôle

de la majeure partie du Nord, bien qu'il subsiste des poches d'insécurité. En avril 2013, la Mission multidimensionnelle et intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a été créée pour déployer une force de maintien de la paix de plus de 12 000 hommes.<sup>25</sup> Les parties aux conflits maliens se sont engagées dans des pourparlers de paix sous la houlette de l'Algérie et de la communauté internationale. Ces pourparlers ont abouti à l'Accord d'Alger en juin 2015, lequel a été signé par des représentants du gouvernement, des combattants loyalistes et une coalition de groupes rebelles. L'Accord de paix et de réconciliation du Mali n'a pas octroyé l'indépendance aux régions du Nord, mais leur a plutôt offert des promesses de décentralisation plus poussée comme moyen de combler la fracture économique entre le Nord et le reste du pays. Toutefois, l'application de l'Accord de paix s'est révélée être un défi dans un contexte d'insécurité permanente, y compris des attaques contre les forces de maintien de la paix des Nations Unies, ainsi que des attaques terroristes contre des cibles civiles, telles que l'attaque de l'hôtel Radisson Blu de Bamako en décembre 2015.<sup>26</sup>

Pour tenter de faire face à la pauvreté et de poursuivre la trajectoire de la croissance économique qui a stagné pendant la période d'insécurité qui a prévalu en 2013, le gouvernement continue de mettre l'accent sur l'amélioration de la productivité agricole, de l'infrastructure et de la diversification de l'économie, parallèlement à l'appui fourni par les partenaires internationaux.<sup>27,28</sup> La dépendance du Mali vis-à-vis des exportations, telles que le coton et l'or, qui représentent conjointement 78 % de ses exportations, rend l'économie vulnérable aux

---

<sup>22</sup> "Mali: Economic Factors Behind the Crisis", Union européenne, 2014

<sup>23</sup> "Tuareg – Mali – 2006-2009", Global Security

<sup>24</sup> "Chapter 2: Rebellion and fragmentation in northern Mali", Chauzal, G. et van Damme, T., Clingendael, mars 2015.

<sup>25</sup> MINUSMA, United Nations Peacekeeping website

<sup>26</sup> "Mali", Peace Insight, Peace Direct

<sup>27</sup> "Fifth Review Under the Extended Credit Facility and Request for Extension, Augmentation of Access and Modification of Performance Criteria – Press Release; Staff Report; And Statement by the Executive Director for Mali", FMI, juin 2106.

<sup>28</sup> "Country Partnership Framework for the Republic of Mali the Period FY16-19", Banque mondiale

chocs résultant de la volatilité des cours des produits de base.<sup>29</sup>

---

<sup>29</sup> “Mali”, Observatory of Economic Complexity (OEC)

# Facteurs de Vulnérabilité, de Risque, et de Résilience au Niveau National

Sur la base d'une étude documentaire réalisée à l'aide des ensembles de données d'ECOWARN et de l'ACLED, d'enquêtes auprès des acteurs de la paix et de la sécurité dans les régions clés du Mali, de travaux de recherche sur le terrain comprenant des entretiens avec les informateurs clés (EIC) et des groupes de discussion (GD), ainsi que d'une analyse participative entreprise par l'équipe de recherche sur le terrain dans le cadre de l'ERVP, les risques, vulnérabilités et facteurs de résilience au niveau national ci-après ont été identifiés :

## Vulnérabilités Structurelles

### Population et Démographie

- Grand gonflement des jeunes et croissance démographique rapide
- Des conditions climatiques défavorables (sécheresse, inondation, infestation de ravageurs) exacerbées par le changement climatique
- Pratiques socioculturelles nocives
- Système de castes
- Migration transfrontalière
- Personnes déplacées internes
- Services de santé de faible capacité, en particulier la santé maternelle et reproductive

### Sécurité

- L'insécurité persistante dans le nord-est
- Frontières poreuses et pressions sécuritaires régionales
- Grande masse terrestre non gouvernée et terrain rude du désert du Sahara
- Présence et capacité faibles des forces de sécurité et de défense
- Coordination inefficace entre plusieurs acteurs de la sécurité
- Prolifération des armes
- Exécution limitée de l'accord de paix de 2015

### Politique et Gouvernance

- Présence faible de l'état dans le nord et le centre du pays
- Perceptions de la corruption et du népotisme dans le gouvernement
- Manque de confiance dans les institutions gouvernementales
- Manipulation des identités ethniques et des affiliations tribales
- Détournement de fonds publics
- Faible représentation des femmes et des jeunes dans la politique et dans la prise de décision
- Histoire des coups d'état militaires



## Économie et Ressources

- Les disparités de développement Nord-Sud et urbain-rural
- Économies illicites, y compris le trafic de drogue et le commerce des armes transsahariennes
- Des niveaux élevés de pauvreté, particulièrement concentrés dans le nord-est
- Répartition inégale de la richesse
- Insécurité alimentaire et malnutrition
- Faible participation des femmes à l'économie formelle
- Taux de chômage élevés
- Mariage forcé
- Économie peu diversifiée - vulnérable aux chocs exogènes

## État de Droit

- Manque de confiance dans les institutions judiciaires
- Faible capacité des organismes d'application de la loi
- Présence limitée du gouvernement pour assurer la loi et l'ordre
- Perceptions de la corruption dans le système judiciaire
- Manque d'autorité de l'état dans le nord et le centre du Mali

## Risques Induits par les Événements

### Population et Démographie

- Déplacement et retour / réintégration des réfugiés
- Concurrence sur l'accès aux ressources naturelles rares
- Mutilation génitale féminine / excision (FGM/C)
- Changements climatiques et cycles de sécheresse / inondation

### Sécurité

- Récurrence des rébellions dans le nord du Mali
- inefficace du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) / provision de sécurité de l'Accord de paix
- Prolifération des groupes armés / milices / terroristes
- Conflits intercommunales terrestres
- Attaques contre le personnel et les bâtiments de l'ONU
- Attaques armées contre des cibles légères comme des hôtels
- Les abus signalés de la force de sécurité publique

### Politique et Gouvernance

- Élections
- Lente exécution de l'Accord de paix d'Alger
- Problèmes de chefferie et de succession

### Économie et Ressources

- Chocs exogènes des matières premières
- Protestations syndicales

### État de Droit

- La criminalité
- Justice populaire / vigilantisme

### Facteurs de Résilience Sociale/Institutionnelle

- Dirigeants religieux modérés
- Groupes de la société civile, y compris les ONG et les acteurs humanitaires
- Les organisations de femmes
- Les dirigeants communautaires
- Mission de maintien de la paix de l'ONU (MINUSMA)
- Stratégie antiterroriste de la France dans la région du Sahel

Il se dégage nettement des constats dans le cadre de cette ERVP qui montrent qu'en dépit de la signature de l'Accord de paix en 2015 visant à résoudre la crise malienne, la situation sécuritaire se détériore. Cette situation s'est étendue au-delà des régions de Gao, de Tombouctou et de Kidal

pour atteindre le reste du pays, ayant ainsi un impact sur la cohésion sociale et communautaire ; de même, elle a eu une incidence négative sur la capacité du pays à fournir les services sociaux de base dans les zones touchées.

# Population et Démographie (Pilier le Plus Vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Pratiques socioculturelles néfastes</li><li>• Système de castes</li><li>• La croissance rapide de la population</li><li>• La poussée démographique de la population jeune</li><li>• La migration transfrontalière</li><li>• Les personnes déplacées internes (PDI)</li><li>• Les pressions environnementales, telles que les inondations et les sécheresses</li><li>• La faible capacité des services de santé, en particulier la santé maternelle et reproductive</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Déplacement et retour / réintégration des réfugiés</li><li>• Concurrence sur l'accès aux ressources naturelles rares</li><li>• Mutilation génitale féminine / excision (FGM/C)</li><li>• Changements climatiques et cycles de sécheresse / inondation</li></ul>

## Vulnérabilités et Risques

À l'instar de nombreux pays en Afrique de l'Ouest, le Mali a une importante population jeune – près de la moitié de la population a moins de 14 ans, situation combinée à un taux de croissance démographique élevé. Si la population jeune a un potentiel important en tant que catalyseur de la croissance économique, les niveaux élevés de chômage et d'analphabétisme, exacerbés par l'exclusion des jeunes des processus de prise de décisions ont transformé ce qu'il est convenu d'appeler « la poussée démographique des populations jeunes » en un point de vulnérabilité. La jeunesse au Mali a été attirée par les activités économiques illicites ou la criminalité, ainsi que par les groupes extrémistes. Les pressions démographiques croissantes peuvent également entraver la prestation des services sociaux de base

et menacer la sécurité alimentaire ainsi que le développement durable.

## Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle

Afin de gérer ces pressions, les organisations de la société civile fournissent de manière active des services liés à la santé, au développement de la jeunesse et à la réinstallation des réfugiés. Les programmes sociaux gouvernementaux sont essentiels à l'atténuation des risques, en particulier au moment où l'Accord de paix est en train d'être progressivement mis en œuvre dans tout le Nord. Les prestataires de soins de santé, y compris les partenaires internationaux dans le domaine de la santé, jouent également un rôle dans la promotion du bien-être social en matière de santé clinique et publique.

## Sécurité (Deuxième Pilier le Plus Vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• L'insécurité persistante dans le nord-est</li><li>• Frontières poreuses et pressions sécuritaires régionales</li><li>• Grande masse terrestre non gouvernée et terrain rude du désert du Sahara</li><li>• Faible présence et capacité des forces de sécurité et de défense</li><li>• Coordination inefficace entre plusieurs acteurs de la sécurité</li><li>• Prolifération des armes</li><li>• Exécution limitée de l'accord de paix de 2015</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Récurrence des rébellions dans le nord du Mali</li><li>• inefficace du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (DDR) / provision de sécurité de l'Accord de paix</li><li>• Prolifération des groupes armés / milices / terroristes</li><li>• Conflits intercommunales terrestres</li><li>• Attaques contre le personnel et les bâtiments de l'ONU</li><li>• Attaques armées contre des cibles légères comme des hôtels</li><li>• Les abus signalés de la force de sécurité publique</li></ul>

### Vulnérabilités et Risques

Les problèmes de sécurité dans l'ensemble du Mali intègrent la violence séparatiste, la violence extrémiste, la violence communautaire, l'économie illicite et la criminalité. La situation sécuritaire s'est détériorée depuis que des groupes armés non-étatiques ont pris le contrôle du Nord en 2012. Depuis 2014, la violence liée au mouvement séparatiste au Nord du Mali s'est concentrée dans les régions de Kidal, de Gao et de Tombouctou. L'un des principaux groupes séparatistes, à savoir la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), continuent de contrôler la ville de Kidal. De violents affrontements entre (les défenseurs de l'intégrité territoriale à savoir) le Groupe d'auto-défense touareg Imghad et alliés (GATIA) et la CMA se poursuivent au Nord du Mali. En 2015, les différentes factions armées ont signé l'Accord de paix d'Alger. Certes, des efforts ont été déployés pour faire respecter les termes de l'accord dans tout le pays, mais la violence continue et s'étend au Sud, ainsi que vers le Centre du pays.

L'extrémisme violent a également fait peser une menace grave sur la sécurité au Mali. Al-Qaïda au

Maghreb islamique (AQMI) et des groupes tels qu'Ansar Dine, MUJAO et Al-Mourabitoun continuent de faire subir des violences à la population civile, aux forces onusiennes et internationales, ainsi qu'aux forces de défense maliennes. Ces dernières années, de multiples attentats terroristes ont été signalés sur tout le territoire malien. Tout au long de l'année 2015, des attaques extrémistes ont été perpétrées dans chaque grande région du Mali. En effet, les attaques ont commencé au Nord du Mali et se sont propagées jusqu'aux régions du Centre et du Sud, où l'exacerbation de la violence s'est poursuivie tout au long de l'année 2016. Bon nombre de ces attaques ont pris pour cible l'armée et les forces de sécurité maliennes, ainsi que les soldats de maintien de la paix des Nations Unies, faisant du Mali l'opération de maintien de la paix des Nations Unies la plus meurtrière à ce jour. En 2015, une attaque a été perpétrée contre l'hôtel Radisson Blu à Bamako, qui a coûté la vie à 20 personnes, au nombre desquelles figuraient des travailleurs expatriés et des voyageurs. En 2016, soixante-dix-sept (77) personnes ont été tuées lorsqu'un kamikaze s'est introduit dans un camp militaire à Gao à bord d'un véhicule.

La violence intercommunautaire a également été un facteur de risque menaçant la sécurité au Mali. Certains conflits communautaires trouvent leurs racines dans les conflits permanents entre agriculteurs et éleveurs au sujet de l'accès aux ressources naturelles rares.

En outre, l'insécurité prévalant dans le Nord du Mali a provoqué le déplacement de milliers de personnes, entraînant d'importants flux de réfugiés et de personnes déplacées internes (PDI). Près de 140 000 réfugiés maliens vivent toujours dans des camps au Niger, au Burkina Faso et en Mauritanie, et les Nations Unies estiment qu'il y a plus de 35 000 personnes déplacées à l'intérieur du Mali.<sup>30</sup> Le retour et la réinsertion de ces populations peuvent constituer un défi tant pour le gouvernement que pour les communautés locales, qui sont déjà confrontés à d'importantes contraintes économiques et de ressources.

Les activités économiques illicites, telles que le trafic d'armes, de drogues et la traite des êtres humains, constituent une autre menace pour la sécurité au Mali. Au Nord, la porosité des frontières permet aux marchandises illégales d'entrer au Mali. Le pays est lié aux flux d'armes sahéliens plus importants et il existe des preuves documentées de la présence d'armes au Mali qui proviennent de la Libye de l'ère Kadhafi. Il existe également des preuves d'autres axes de commerce d'armes en provenance du Soudan et d'autres parties de l'Afrique de l'Ouest.<sup>31</sup>

La criminalité est devenue une menace sécuritaire grave dans diverses régions du Mali. Les dénonciations de vols à main armée se sont accrues, en particulier dans les villes et les régions ne jouissant pas d'une forte présence de forces de sécurité et de systèmes judiciaires solides. Les dénonciations de violations des droits de l'homme perpétrées par des éléments armés portent également atteinte à la sécurité. Les violations ont eu pour conséquence la perte de confiance de la population dans les forces gouvernementales, ce qui peut les inciter à chercher une protection auprès d'acteurs non-étatiques, tels que les groupes d'auto-défense ou les groupes armés ou à rejoindre les groupes extrémistes.

### **Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle**

Les entités sociales et institutionnelles qui jouent un rôle important dans la gestion des vulnérabilités et des risques décrits ci-dessus intègrent les forces de sécurité publique et les partenaires internationaux, ainsi que les réseaux d'alerte précoce de conflits dirigés par la société civile, tels que le Réseau ouest-africain pour la consolidation de la paix (WANEP). Plus particulièrement, dans les domaines où les acteurs de la sécurité publique ne sont pas présents, les chefs traditionnels ont un rôle essentiel à jouer dans la conclusion d'alliances et la médiation dans le cadre des litiges, afin de contribuer à la prévention de l'escalade de la violence.

---

<sup>30</sup> "Mali", Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC)

<sup>31</sup> "Investigating Cross-border Weapon Transfers to the Sahel", Conflict Armament Research, novembre 2016.

# Politique et Gouvernance (Troisième Pilier le Plus Vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Présence faible de l'état dans le nord et le centre du pays</li><li>• Perceptions de la corruption et du népotisme dans le gouvernement</li><li>• Manque de confiance dans les institutions gouvernementales</li><li>• Manipulation des identités ethniques et des affiliations tribales</li><li>• Détournement de fonds publics</li><li>• Faible représentation des femmes et des jeunes dans la politique et dans la prise de décision</li><li>• Histoire des coups d'état militaires</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Élections</li><li>• Lente exécution de l'Accord de paix d'Alger</li><li>• Problèmes de chefferie et de succession</li></ul>

## Vulnérabilités et Risques

Depuis la mise en place d'un gouvernement issu des élections de 2013, la politique et la gouvernance au Mali ont été une source de vulnérabilité, dans la mesure où le gouvernement malien a été confronté à un certain nombre de défis, au nombre desquels figurent l'affirmation de l'autorité de l'état et le contrôle des territoires du Nord ainsi que la mise en œuvre des dispositions de l'Accord de paix d'Alger de 2015.

La mise en œuvre de plusieurs dispositions de l'Accord de paix d'Alger est lente et certaines parties du pays n'ont pas encore enregistré une restauration significative des services de l'État ou de l'administration. Les droits politiques ont connu une lente amélioration, bien que le gouvernement ait été accusé de continuer à censurer les médias. L'analphabétisme et l'absence de communication font que plusieurs personnes et des groupes ne connaissent pas les modalités exactes de l'accord,

en particulier dans les zones rurales. En outre, le gouvernement à Bamako s'est efforcé de regagner la confiance des populations locales, qui signalent des cas de corruption, de népotisme et de négligence historique. Un certain nombre d'observateurs ont souligné que l'exclusion des femmes et des jeunes du processus de paix et, plus généralement du gouvernement, constituait une faiblesse du processus.

## Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle

Historiquement, le Mali a toujours été un modèle de gouvernance représentative dans la région. Toutefois, avec la guerre civile et le coup d'État récents, les leaders communautaires, les femmes leaders et les organisations de la société civile sont apparus comme étant des acteurs essentiels de la promotion de la responsabilisation et de la confiance dans les institutions étatiques ainsi que dans le plaidoyer en faveur des droits politiques et de la bonne gouvernance.

# Économie et Ressources (Quatrième Pilier le Plus Vulnérable)

## Vulnérabilités

- Les disparités de développement Nord-Sud et urbain-rural
- Économies illicites, y compris le trafic de drogue et le commerce des armes transsahariennes
- Des niveaux élevés de pauvreté, particulièrement concentrés dans le nord-est
- Répartition inégale de la richesse
- Insécurité alimentaire et malnutrition
- Faible participation des femmes à l'économie formelle
- Taux de chômage élevés
- Mariage forcé
- Économie peu diversifiée - vulnérable aux chocs exogènes

## Risques

- Chocs exogènes des matières premières
- Protestations syndicales

### Vulnérabilités et Risques

L'économie du Mali est fortement dépendante de l'agriculture et de l'exploitation de l'or, ce qui la rend vulnérable au changement des cours mondiaux des produits de base. En outre, le coefficient de GINI – qui est une mesure de la répartition des revenus ou de la richesse des résidents d'une nation, où 0 représente l'égalité parfaite et 100 l'inégalité parfaite – est évalué comme étant de 33 au Mali.<sup>32</sup> Bien que cette note se soit améliorée au cours des 20 dernières années, il importe de noter que les 10 % les plus riches de la population contrôlent plus du quart de la richesse du pays, selon la Banque Mondiale.<sup>33</sup> Cette situation se traduit par un accès inégal aux ressources économiques, avec un fossé qui se creuse entre les riches et les pauvres.

Depuis l'éclatement du conflit en 2012, les Maliens ont dénoncé l'inflation, le mécontentement au sujet des salaires et la hausse du chômage, en partie en raison de l'insécurité prévalant au Nord et au Centre du Mali, du retrait des services gouvernementaux et de la destruction des infrastructures. Cette situation a fait peser une menace sur l'accès à la nourriture dans de

nombreuses communautés. Les vulnérabilités en matière de sécurité et de flux économique se renforcent mutuellement. L'insécurité ayant une incidence négative sur l'emploi, le chômage qui en résulte incite davantage à la criminalité, ce qui a un impact négatif sur la sécurité.

Les économies illicites, en particulier le trafic de drogue, ont joué un rôle important au Mali et dans la région plus vaste du Sahel de manière générale. Le trafic de drogue est un problème transversal qui affecte la sécurité, la gouvernance, la santé et l'économie. Les groupes terroristes et extrémistes au Mali et d'autres groupes locaux ont historiquement été des complices et bénéficiaires des trafics illégaux, soulignant la nature complexe et l'interdépendance des catalyseurs du conflit et des vulnérabilités dans le pays.

### Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle

Les moyens de subsistance, le commerce et les services sociaux sont affectés de manière négative par l'insécurité au Mali. Toutefois, les organisations de la société civile sont activement impliquées dans l'aide humanitaire, la fourniture de services sociaux et le développement

<sup>32</sup> «Indice GINI (estimation de la Banque mondiale)», Banque mondiale

<sup>33</sup> «Part des revenus détenus par les 10% les plus élevés», Banque mondiale

économique. Egaleme nt, d'autres entités jouent un rôle dans la gestion des vulnérabilités et des risques décrits ci-dessus, à savoir les ministères chargés du développement rural, de l'assistance humanitaire, du développement économique, de l'éducation, de l'emploi et des travaux publics. Bien que l'administration ne soit pas présente dans

certaines parties du pays, ces ministères s'attendent à reprendre la fourniture des services sociaux de base au Nord. Pour promouvoir un développement économique durable à plus long terme au Mali, l'implication des institutions financières internationales est essentielle.



## État de Droit (Pilier le Moins Vulnérable)

<b>Vulnérabilités</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Manque de confiance dans les institutions judiciaires</li><li>• Faible capacité des organismes d'application de la loi</li><li>• Présence limitée du gouvernement pour assurer la loi et l'ordre</li><li>• Perceptions de la corruption dans le système judiciaire</li><li>• Manque d'autorité de l'état dans le nord et le centre du Mali</li></ul>
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• La criminalité</li><li>• Justice populaire / vigilantisme</li></ul>

### Vulnérabilités et Risques

Une grande vulnérabilité dans le domaine de l'État de droit est due à l'absence de l'autorité de l'État dans les régions Nord du pays, ce qui a conduit à une inefficacité du système judiciaire dans les régions telles que Kidal, Tombouctou et Gao. Un facteur de risque persistant qui sape l'État de droit est la prévalence d'une activité économique illicite, laquelle s'est poursuivie sans conséquences majeures. Même lorsque les trafiquants sont arrêtés, ils s'en sortent souvent en toute impunité. Une méfiance généralisée existe à l'égard du système judiciaire au niveau de la population malienne, laquelle a été renforcée par les déclarations de corruption, de népotisme et d'impunité. Le système est perçu comme étant inaccessible aux pauvres, dans la mesure où les

suites judiciaires sont généralement obtenues moyennant de l'argent.

### Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle

Les vulnérabilités et les risques en matière d'État de droit demeurent élevés au Mali. Afin d'atténuer ces pressions, les Nations Unies se sont employées à renforcer les capacités en matière de règlement de litige au niveau local, où les leaders communautaires sont des acteurs clés de la médiation et de l'arbitrage. Les chefs religieux ont également une grande influence au Mali et jouent un rôle important dans la diffusion des messages de paix aux communautés, en particulier à l'endroit des jeunes, afin d'éviter la violence. La société civile contribue à éduquer les membres de la communauté au sujet de leurs droits juridiques et facilite l'accès à la justice.

## Facteurs Externes

---

L'économie malienne est fortement vulnérable aux effets de la volatilité des cours sur le marché international et au changement climatique, notamment l'intensification des cycles de sécheresse et d'inondation. Ces tendances ont un impact sur la sécurité alimentaire ainsi que sur les moyens de subsistance et ont également le potentiel de créer des conflits intercommunautaires en renforçant la concurrence pour l'accès aux ressources et en modifiant les modèles d'élevage et d'exploitation agricole. Le trafic de drogue et les réseaux régionaux de contrebande ont joué un rôle important dans l'économie illicite du Mali. Les groupes extrémistes au Mali sont reliés à des réseaux régionaux et internationaux de recrutement, de ravitaillement et de financement. La chute de Mouammar Kadhafi en Libye a conduit, par exemple, au retour de nombreux combattants Touaregs au Mali et à une prolifération d'armes dans la région du Sahel. Les efforts régionaux et internationaux visant à lutter contre ces réseaux pourraient avoir une incidence sur les modèles de financement illicites dans le pays.

Les pays voisins dans la région (en particulier, l'Algérie, mais également le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie) ont été des acteurs clés de la crise malienne et de l'Accord de paix de 2015. La CEDEAO a joué un rôle de médiation au lendemain du coup d'État de 2012 et la Mission internationale

d'appui de l'Union africaine au Mali (AFISMA) a été le prédécesseur de la Force de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Entre autres activités, la MINUSMA a pour mandat de protéger les civils et de soutenir la mise en œuvre de l'Accord de paix, y compris les activités de désarmement, de démobilisation et de réinsertion (DDR).

Avec les liens coloniaux historiques et les opérations militaires en cours dans le pays, la France continue d'exercer une influence dans le pays également. L'opération Barkhane est une initiative régionale antiterroriste française qui intervient au Mali, au Burkina Faso, au Niger, au Tchad et en Mauritanie. Les Nations Unies, les donateurs internationaux et les organisations non-gouvernementales jouent également un rôle clé dans l'appui aux efforts du gouvernement malien ainsi que dans la promotion des réformes. Les tendances changeantes au sein de ces réseaux régionaux et internationaux et les efforts de lutte contre le terrorisme à travers le monde affecteront inévitablement les calculs des groupes extrémistes opérant au Mali.

Des centaines de milliers de personnes ont été déplacées à cause du conflit au Mali et plus de 140 000 Maliens continuent de vivre en tant que réfugiés dans des pays tels que le Niger, le Burkina Faso et la Mauritanie<sup>34</sup>. Le rapatriement de ces populations pourrait faire peser des pressions additionnelles sur les services sociaux et les communautés au Mali à l'avenir.

---

<sup>34</sup> "Mali: UNHCR Operational Update, March 2017", UNHCR, mars 2017.

## Considérations Liées au Genre

En tant que signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), du Protocole facultatif à la CEDEF et du Protocole additionnel à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo), le gouvernement malien a pris des engagements régionaux et internationaux importants visant à sauvegarder les droits de ses citoyennes. Toutefois, l'on note une persistance de la discrimination basée sur le genre et de la reconnaissance limitée des droits des femmes dans le pays.

Bien que la Constitution malienne de 1992 reconnaisse l'égalité des sexes et interdise la discrimination basée sur le genre, la majorité des cadres juridiques et institutionnels du pays intègrent des directives qui limitent la capacité du gouvernement à s'acquitter de ses obligations régionales et internationales.

En août 2009, l'Assemblée nationale a approuvé un projet de nouveau Code de la famille destiné à remplacer celui de 1962. Le Code de la famille de 1962 comportait des dispositions qui stipulent que l'époux est le chef de la famille et fixait à 15 ans l'âge minimum du mariage pour les filles.<sup>35</sup> Le projet de Code de la famille de 2009 visait à étendre et protéger les droits des femmes en portant à 18 ans l'âge minimum du mariage pour les filles, en supprimant l'obligation pour la femme de se soumettre à son époux, en reconnaissant le mariage civil comme étant la seule forme légale de mariage et en accordant aux femmes des droits égaux en matière d'héritage.<sup>36</sup>

Après des objections soutenues et passionnées soulevées par les groupes islamiques, dont bon nombre étaient composés de femmes, le Président Amadou Toumani Touré a refusé de signer le projet de code pour en faire une loi et l'a retourné au parlement pour de plus amples délibérations et pour des examens approfondis.<sup>37</sup> Au bout du compte, le Code de la famille révisé et finalement adopté en 2011, reflétait en grande partie les mêmes dispositions que celles du Code de la famille de 1962.<sup>38</sup> Outre le droit législatif, les lois coutumières et religieuses façonnent les droits des femmes dans le pays et comportent souvent des dispositions qui limitent les droits des femmes.

La représentation de genre en termes de participation politique et de prise de décision au Mali est limitée. Sur les 1141 candidats qui se sont présentés pour obtenir des sièges lors des élections législatives de 2013, seuls 156 étaient des femmes.<sup>39</sup> Sur ces 156, seules 14 ont été élues à l'Assemblée nationale, qui compte 147 députés.<sup>40</sup> En 2017, l'Assemblée nationale comptait 13 femmes (soit 8,84 %).<sup>41</sup> La réorganisation en septembre 2015 du gouvernement a légèrement accru la représentation des femmes, passant de 10,3 à 16,1 %, les femmes occupant 5 des 31 postes ministériels.<sup>42</sup>

En vue de s'attaquer aux problèmes de la sous-représentation des femmes à la participation à la vie politique, une proposition de loi prévoyant un quota de 30 % de femmes a été faite en 2006. Au bout du compte, la loi sur les quotas de femmes a été abandonnée après des débats houleux à l'Assemblée nationale.<sup>43</sup> Finalement, en novembre 2015, le Mali a adopté la loi sur les quotas de femmes qui exige qu'au moins 30 % des postes électifs ou nominatifs soient octroyés aux femmes. Bien qu'il soit trop tôt pour évaluer l'impact de la

<sup>35</sup> "Social Institutions & Gender Index: Mali", OECD

<sup>36</sup> "Women's rights in Mali 'set back 50 years' by new 'Family Code' law", Diarra, S., The Guardian, mai 2012.

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> "Social Institutions & Gender Index: Mali", OECD

<sup>39</sup> "Mali: Assemblée Nationale (National Assembly), Inter-Parliamentary Union

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> "Report of the Independent Expert on the situation of human rights in Mali", Assemblée générale des Nations Unies, janvier 2016.

<sup>43</sup> "Mali: Assemblée Nationale (National Assembly), Inter-Parliamentary Union

loi, la composition des autorités intérimaires nouvellement installées dans les régions du Nord met en évidence des faiblesses dans la mise en œuvre de la législation sur les quotas de femmes. Les femmes représentent moins de 3 % de ces autorités intérimaires.

Contrairement aux postes politiques, les femmes sont mieux représentées au sein de l'appareil judiciaire. À titre d'exemple, c'est une femme, en la personne de Manassa Danioko, qui est la magistrate qui préside la Cour constitutionnelle.<sup>44</sup> Toutefois, elle est l'une des deux seules femmes que compte cette institution composée de neuf membres.<sup>45</sup>

La représentation des femmes et leur participation au processus de paix malien illustrent bien les mêmes tendances qui sont manifestes dans les situations susmentionnées. Le processus de paix, qui a débuté avec le processus de médiation d'Alger en juillet 2014 et s'étend à la phase de mise en œuvre actuelle, se caractérise par de faibles niveaux de représentation féminine.<sup>46</sup> Au mois de janvier 2016, le ministère de la promotion de la Femme, de l'Enfance et de la Famille n'était pas représenté dans le Comité national de coordination de la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation.<sup>47</sup>

L'insécurité qui règne et l'occupation de certaines parties du Nord du Mali par des groupes armés non-étatiques ont eu une incidence particulièrement négative sur les femmes et les filles. Selon les rapports reçus des populations locales et des organisations de défense des droits de l'homme, des groupes armés au Nord ont forcé les femmes et les filles à porter le voile et des

foulards en public et ont fouetté ou lapidé publiquement des femmes accusées d'avoir enfreint la loi. Des cas de viol, d'esclavage sexuel et de mariage forcé ont également été rapportés dans les régions occupées par les groupes armés. Telle qu'indiquée dans la recherche menée sur le terrain, l'absence d'un système judiciaire fiable et efficace, donne le sentiment aux femmes qu'elles ne peuvent en aucun cas compter sur ce système pour obtenir justice.

La violence basée sur le genre est généralisée au Mali et bien que le Code pénal malien, amendé en 2001, qualifie le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, les grossesses forcées et toutes les formes de violence sexuelle comme étant des « crimes contre l'humanité », il n'existe pas de législation spécifique pour s'attaquer à la violence basée sur le genre.<sup>48</sup> En tant que tel, en 2012-2013, 38 % des femmes maliennes ont indiqué avoir subi des violences physiques depuis l'âge de 15 ans.<sup>49</sup> Parmi ces femmes, 65 % ont indiqué que leurs agresseurs étaient leur conjoint actuel ou leur conjoint le plus récent et, pour 20 % d'entre elles, leurs parents étaient leurs agresseurs.<sup>50</sup>

Concernant le thème de la justice et de la réconciliation, l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, fait référence aux violences sexuelles liées aux conflits. Sur cette question, l'accord mentionne la création d'une commission internationale d'enquête chargée, entre autres, d'enquêter sur les crimes sexuels. Toutefois, au mois de juin 2017, ce dispositif visant à promouvoir la réconciliation, la paix et la justice n'avait pas encore été créé.<sup>51</sup>

---

<sup>44</sup> "Constitutional Court of Mali: Mrs Danioko Manassa, new President", Conference of Constitutional Jurisdictions of Africa, février 2015.

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> "Report of the Independent Expert on the situation of human rights in Mali", UN General Assembly, janvier 2016.

<sup>47</sup> Ibid.

<sup>48</sup> "Crimes Against Humanity Statutes and Criminal Code Provisions in Selected Jurisdictions: Mali", Bibliothèque du Congrès

<sup>49</sup> « Enquête Démographique et de Santé au Mali 2012-2013 », Cellule de Planification et de Statistique (CPS/SSDSPF), Institut National de la Statistique (INSTAT/MPATP), INFO-STAT et ICF International, 2014.

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> "Security Council Extends Mandate of Mission in Mali, Unanimously Adopting Resolution 2364 (2017)", UN Meetings Coverage, juin 2017.

En outre, les cas de violence à l'égard des femmes, tels que les agressions sexuelles, restent impunis parce qu'il n'existe pas de système judiciaire local en place ou en raison du fait que la corruption et le népotisme permettent aux coupables de rester en liberté. Par ailleurs, en raison des rôles de genre préexistants et de la marginalisation économique et sociale des femmes dans la société malienne, les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables à la pauvreté après leur déplacement.

Les moyens de subsistance des femmes et des filles au Mali dépendent principalement de la production agricole et, dans une moindre mesure, du commerce informel. L'analyse du rapport de l'Enquête démographique et sanitaire de 2012-2013 sur le Mali indique qu'au cours des douze mois précédant l'étude, 40 % de ces femmes travaillaient dans les secteurs de la vente et des services et environ 25 % d'entre elles travaillaient dans le secteur agricole.<sup>52</sup> Toutefois, les questions liées au crédit et à la propriété foncière compromettent leur capacité à parvenir au développement économique et à l'autonomisation.

Il n'existe pas de lois interdisant explicitement aux femmes d'avoir accès aux services financiers ; toutefois, des problèmes tels que la faiblesse du revenu, le manque de compétences financières, l'absence de garanties suffisantes et les antécédents de crédit mal documentés ont constitué des défis.<sup>53</sup> L'existence de systèmes de microcrédit gérés par le secteur public et le secteur privé, ainsi que de programmes de renforcement des capacités dans le domaine du crédit à l'intention de petites et moyennes entreprises (PME) détenues par des femmes, fournit aux femmes des possibilités de crédit légèrement diversifiées. Toutefois, seulement une poignée de créanciers sont des femmes.

Au Mali, le régime foncier et les droits de propriété sont régis à la fois par le droit coutumier et le droit statutaire.<sup>54</sup> En règle générale, les femmes sont autorisées à avoir accès à la terre par le biais de leur époux ou d'autres parents de sexe masculin. Cette structure d'accès à la terre désavantage toutefois les femmes, dans la mesure où la propriété de ces terres, qui leur sont données par leurs familles, est temporaire.<sup>55</sup> Dans les cas particuliers où des terres en jachère sont disponibles, les femmes sont assurées d'avoir un meilleur accès à la terre, parce que ces terres sont considérées comme peu rentables.<sup>56</sup> Cette façon de garantir les moyens de subsistance des femmes a subi des contrecoups en raison de l'évolution de l'agriculture, dans la mesure où les cultures pérennes, l'agriculture par labourage et les cultures de rente ont rallongé les périodes de culture.<sup>57</sup> Ces tendances, qui ont donné lieu à des périodes de jachère plus courtes, ont eu une incidence négative sur la capacité des femmes maliennes à parvenir à la stabilité financière.<sup>58</sup> En raison de ces obstacles et des taux élevés d'analphabétisme, les femmes au Mali représentent une main-d'œuvre potentielle largement sous-utilisée.

Elles sont particulièrement vulnérables dans les domaines de la santé et de l'autonomisation en matière de reproduction. L'espérance de vie des femmes au Mali n'est que de 58 ans. En outre, le taux de mortalité maternelle est de 587 pour 100 000 naissances et 55 % des femmes âgées de 20 à 24 ans étaient mariées ou vivaient dans une forme d'union similaire avant l'âge de 18 ans. Les mutilations génitales féminines (MGF) représentent l'un des défis en matière de santé les plus répandus auxquels les femmes sont confrontées. En l'absence d'une législation qui criminalise les MGF, la pratique continue d'être généralisée dans le pays. Les données montrent

---

<sup>52</sup> « Enquête Démographique et de Santé au Mali 2012-2013 », Cellule de Planification et de Statistique (CPS/SSDSPF), Institut National de la Statistique (INSTAT/MPATP), INFO-STAT et ICF International, 2014.

<sup>53</sup> "Mali Finance for Food Security and Women Entrepreneurs", USAID

<sup>54</sup> "Literature Review of Land Tenure in Niger, Burkina Faso, and Mali: Context and Opportunities", Catholic Relief Services, août 2014.

<sup>55</sup> Ibid.

<sup>56</sup> Ibid.

<sup>57</sup> Ibid.

<sup>58</sup> Ibid.

qu'en 2014, les taux de prévalence des MGF n'avaient pas diminué au cours des 20 dernières années.<sup>59</sup> Les taux de prévalence chez les femmes âgées de 15 à 49 ans en 2013 ont été estimés à 91,4 %, soit une hausse par rapport au taux de 85,2 % en 2006.<sup>60</sup> Toutefois, des efforts ont été déployés pour accroître la sensibilisation aux effets néfastes des mutilations génitales féminines. La prévalence du VIH chez les femmes âgées de 15 à 24 ans est de 0,6 %.<sup>61</sup> En 2013, la dernière année pour les données disponibles, seulement 23,7 % des femmes âgées de 15 à 24 ans avaient une connaissance correcte et complète du VIH/SIDA.<sup>62</sup>

Depuis 1972, grâce à des initiatives, telles que celle de l'Association malienne pour la promotion et la protection de la famille (AMPPF), le gouvernement du Mali a accepté et promu les services de planification familiale.<sup>63</sup> Grâce à ces mesures, la connaissance de la contraception est largement répandue chez les femmes au Mali. Selon l'enquête démographique et sanitaire, 85 % des femmes au Mali connaissent au moins une méthode contraceptive.<sup>64</sup> Toutefois, l'on note un décalage entre cette connaissance généralisée de la contraception et l'utilisation de celle-ci. Ainsi, seulement 10,3 % des femmes âgées de 15 à 49 ans déclarent utiliser un type quelconque de contraception.<sup>65</sup>

---

<sup>59</sup> «Country Profile: FGM in Mali», 28 Too Many, September 2014.

<sup>60</sup> Ibid.

<sup>61</sup> «Statistiques de Nutrition Santé et Démographie», Banque mondiale

<sup>62</sup> Ibid.

<sup>63</sup> « Enquête Démographique et de Santé au Mali 2012-2013 », Cellule de Planification et de Statistique (CPS/SSDSPF), Institut National de la Statistique (INSTAT/MPATP), INFO-STAT et ICF International, 2014.

<sup>64</sup> Ibid.

<sup>65</sup> «Statistiques de Nutrition Santé et Démographie», Banque mondiale

# Facteurs de Vulnérabilité, de Risque et de Résilience au Niveau Infranational: Observations par Région

## Bamako

Capitale du Mali, la ville de Bamako est située sur le fleuve Niger au sud du pays. Avec une population de 2 158 000 habitants en 2014<sup>66</sup>, c'est la sixième ville du monde en termes de croissance démographique.<sup>67</sup> La population urbaine du Mali a connu une croissance rapide, passant de 28,4 % en 2000 à 40,7 % en 2016.<sup>68</sup> La population de Bamako est composée des membres de tous les groupes ethniques du pays, ainsi que de ressortissants étrangers.



### Vulnérabilités Structurelles

- La faiblesse du secteur de la sécurité et des processus de DDR
- La prolifération des groupes d'auto-défense
- La pauvreté, le chômage, l'inflation et le mécontentement au niveau des salaires
- La piètre qualité de l'infrastructure et du système éducatif
- Le manque de confiance dans les institutions
- La corruption au sein du gouvernement et du système judiciaire
- Les tensions ethniques croissantes
- La non-participation ou l'exclusion des femmes, des jeunes et des communautés marginalisées en matière de gouvernance
- Les déplacements et le retour des réfugiés/PDI

<sup>66</sup> "The world's fastest growing cities and urban areas from 2006 and 2020", The City Mayors Foundation

<sup>67</sup> « Bamako », Institut national de la statistique, Données ouverte pour l'Afrique

<sup>68</sup> «Population urbaine (% du total)», Banque mondiale

<b>Risques Induits par les Événements</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les élections</li> <li>La criminalité</li> <li>Les litiges liés aux ressources foncières</li> <li>La récurrence ou l'escalade des conflits ; la non-application de l'Accord de paix</li> </ul>
<b>Facteurs de Résilience Sociale et Institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les organisations de la société civile fournissant des services sociaux</li> <li>Les leaders communautaires</li> <li>La MINUSMA et l'Opération Barkhane</li> </ul>

## Population et Démographie

Les déplacements en raison de conflits et l'exclusion des femmes et des jeunes des processus de prise de décision sont des vulnérabilités persistantes à Bamako. La montée du régionalisme, l'escalade des tensions entre les groupes ethniques ou la non-application de l'Accord de paix d'Alger ont également été identifiées comme étant des facteurs de risque potentiels. Les facteurs de résilience intègrent la fourniture des services sociaux, notamment l'éducation et la participation des communautés locales aux processus de développement.

## Sécurité

Si Bamako a enregistré des niveaux moins élevés de décès consécutifs à des conflits par rapport à d'autres régions du pays, la région a été toutefois affectée par des activités terroristes, notamment les attaques contre l'hôtel Radisson Blu en décembre 2015 et le siège de la Mission de formation de l'Union européenne en mars 2016. Ces attaques ont été revendiquées par AQMI et al-Mourabitoun. En tant que capitale et siège du gouvernement, Bamako a également été le théâtre de protestations et de grèves, dont certaines ont dégénéré en actes de violence.

Les entretiens sur le terrain ont également mis en exergue une hausse perçue de la criminalité ainsi que du trafic de drogue, et révélé un manque de confiance dans la capacité des forces maliennes à sécuriser la région sans une assistance extérieure.

---

*« À Bamako, l'insécurité est le plus grand problème, surtout dans les quartiers périphériques. Maintenant, les populations rentrent chez elles à 20 heures et tout le monde ferme sa porte. Il est nécessaire de renforcer la présence des forces de sécurité qui patrouillent déjà sur le terrain pour que la population puisse dormir les deux yeux fermés. »*

*- Entretien avec une femme, Bamako*

---

## Politique et Gouvernance

L'on note un manque de confiance dans les institutions gouvernementales et dans la capacité de l'État à contrôler les frontières du pays et la région du Nord. Les participants à la recherche sur le terrain ont également fait observer la non-participation ou l'exclusion générale des femmes et des jeunes des processus politiques.

## Économie et Ressources

Depuis 2012, les résidents de Bamako ont signalé un mécontentement par rapport aux salaires, à l'inflation, à la pauvreté et au chômage comme étant des préoccupations économiques clés. La présence du personnel de la MINUSMA et des troupes de maintien de la paix a entraîné une hausse des prix des aliments et autres produits dans le district, ce qui a eu une influence négative sur certains résidents locaux.



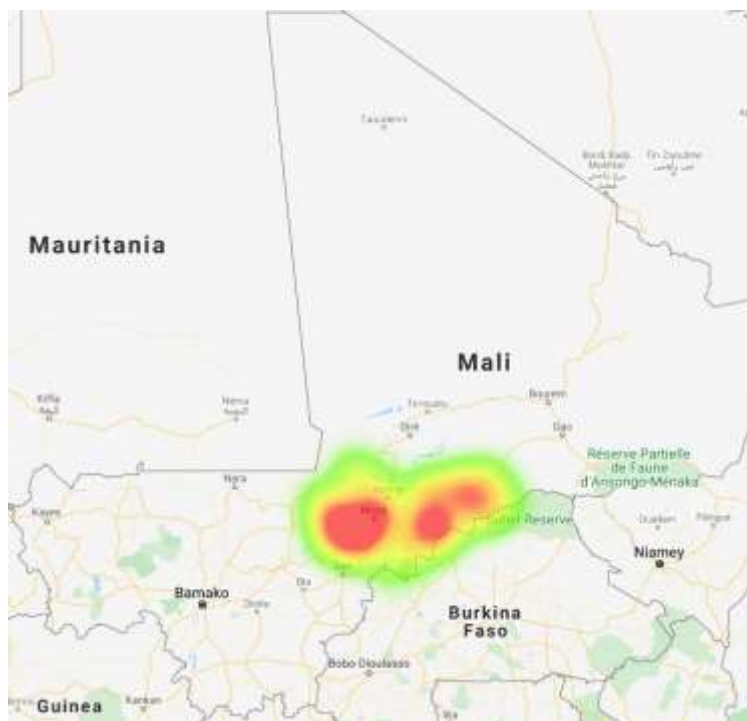
## État de Droit

On observe un manque de confiance généralisé dans le système judiciaire, en raison des perceptions d'impunité et de corruption. Les litiges fonciers ont également été identifiés comme étant un facteur de risque, dans les cas où les

propriétaires fonciers n'ont pas le sentiment d'avoir obtenu justice par le biais du système judiciaire. Les femmes ont également signalé que la corruption au sein du système judiciaire a sapé la justice en ce qui concerne le règlement des cas de viols et de violences sexuelles.

## Région de Mopti

La région de Mopti est située au centre du Mali et partage une frontière commune avec le Burkina Faso et la Mauritanie. La région comptait 2 426 000 habitants en 2014.<sup>69</sup> Les plus grands groupes ethniques de la région sont les Foulani, les Bambaras et les Dogons.<sup>70</sup> Considéré comme un carrefour entre le nord et le sud du pays, le tourisme, le commerce, l'élevage et l'agriculture ont par le passé joué un rôle prépondérant dans l'économie de cette région. Toutefois, la région de Mopti a l'un des pourcentages les plus élevés de population vivant en dessous du seuil de pauvreté.<sup>71</sup>



<b>Vulnérabilités Structurelles</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Le taux de chômage élevé</li><li>• La faible administration économique et le manque d'accès aux capitaux et aux crédits</li><li>• La détérioration de l'infrastructure, notamment les routes</li><li>• Le manque de services sociaux</li><li>• La non-application de l'Accord de paix ; l'absence des autorités intérimaires</li><li>• Le déplacement des populations</li><li>• La manipulation des identités ethniques et des affiliations tribales</li><li>• Les mauvaises relations entre les jeunes et les forces de sécurité</li><li>• La marginalisation et la non-inclusion des femmes et des jeunes</li></ul>
<b>Risques induits par les Événements</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les élections</li><li>• Le retour des réfugiés, entraînant une concurrence accrue pour l'accès à la terre</li><li>• Les changements climatiques et les cycles de sécheresse/d'inondation</li></ul>
<b>Facteurs de Résilience Sociale/Institutionnelle</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les ONG et les organisations humanitaires</li><li>• Les activités économiques sous la conduite de la MINUSMA</li><li>• Les leaders communautaires</li></ul>

<sup>69</sup> « Mopti », Institut national de la statistique, Données ouverte pour l'Afrique

<sup>70</sup> « Maps & Facts: The Population of Northern Mali », OECD, janvier 2015.

<sup>71</sup> « Maps & Facts: Poverty in Northern Mali », OECD, décembre 2014.

## Population et Démographie

La région de Mopti abrite un certain nombre de groupes ethniques, notamment les Bozos, les Songhaïs, les Dogons, les Foulani, les Malinkés et les Bambaras. Les tensions entre ces groupes se seraient accentuées depuis 2012, en partie en raison des conflits en cours entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs, et de la marginalisation de groupes spécifiques. En outre, le Mali compte une importante population de jeunes, dont plusieurs sont au chômage ou sous-employés et se sentent exclus des processus de prise de décisions.

Les abus commis par les forces de sécurité et les griefs persistants en ce qui concerne les opportunités économiques et sociales peuvent avoir un impact sur le recrutement des jeunes pour intégrer les groupes extrémistes à Mopti.

## Sécurité

La région de Mopti a connu des conflits intercommunautaires récurrents entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs, en particulier entre les groupes ethniques Foulani, Dogons et Bambaras. Si ces tensions interviennent principalement au niveau de la concurrence pour les ressources naturelles (principalement les terres arables et l'accès à l'eau), les conflits fonciers ont cependant été exacerbés par les déplacements et l'escalade des tensions entre les groupes ethniques depuis le début de la crise de 2012. En outre, le conflit armé a pris de l'ampleur dans la région en 2016, suite aux attaques perpétrées par le Front de libération du Macina et les milices.

Il existe un sentiment généralisé selon lequel les forces de sécurité internationales et maliennes ont fait preuve d'inefficacité dans la sécurisation de la région de Mopti au-delà du centre administratif. Les abus perpétrés aussi bien par les forces de sécurité étatiques que par les groupes armés non-étatiques se sont poursuivis, notamment en ce qui

concerne la violence sexuelle contre les femmes ; en outre, les résidents font état de ce qu'il est toujours difficile de se déplacer.

---

*« Il existe des tensions sociales qui sont surtout liées aux problèmes entre les Foulanis et les Bambaras. Les Foulanis sont des éleveurs et les Bambaras sont des agriculteurs. Ces tensions vont, par conséquent, toujours persister. Il se peut que le gouvernement trouve des moyens de les apaiser, mais elles continueront toujours d'exister. »*

*- Résident de Mopti, 16 novembre 2016*

---

## Politique et Gouvernance

L'administration intérimaire n'est pas encore pleinement en place dans de nombreuses parties de la région de Mopti. Il se dégage un sentiment selon lequel le gouvernement n'a pas encore déployé suffisamment d'efforts pour s'attaquer aux conflits entre les communautés d'éleveurs et d'agriculteurs dans la région de Mopti et qu'il ne cerne pas entièrement les griefs des communautés locales.

## Économie et Ressources

L'insécurité dans la région de Mopti a eu un impact négatif sur l'économie régionale, conduisant à un ralentissement du commerce dû à la détérioration des infrastructures et à l'insécurité le long des routes. Une grande partie de la population manque de services sociaux de base, à savoir les soins de santé, les écoles, les télécommunications, l'électricité et l'eau, bien qu'un certain nombre d'organisations non gouvernementales et humanitaires opèrent dans la région dans le but de fournir ces services. Sans une forte présence gouvernementale et administrative, les résidents ont le sentiment que l'instabilité continuera d'avoir une incidence négative sur l'économie. L'économie

de la région de Mopti étant fortement tributaire de l'agriculture, la région se retrouve également vulnérable à l'intensification des cycles de sécheresse et d'inondation due au changement climatique.

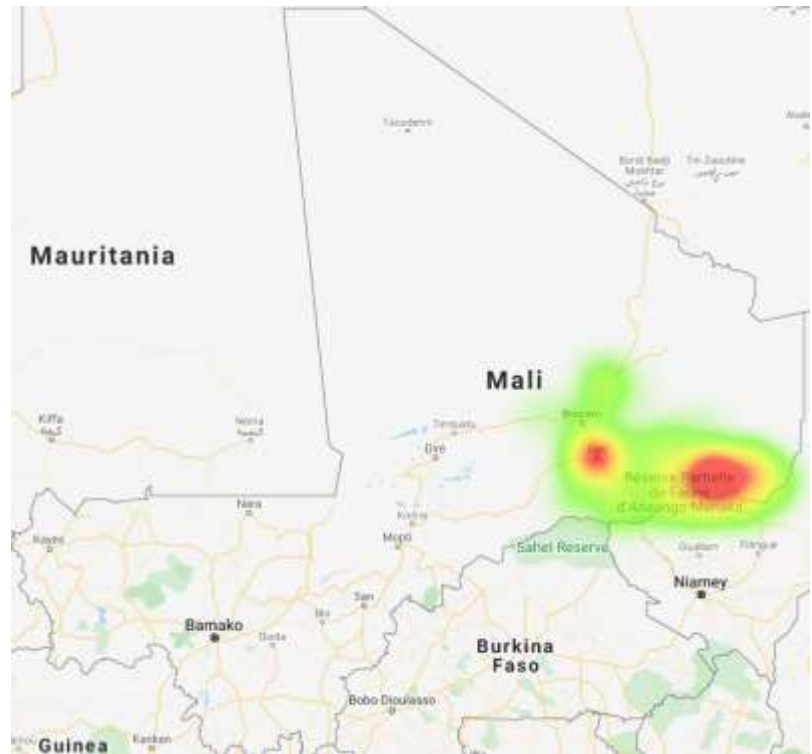
Les résidents ont aussi exprimé des sentiments mitigés quant aux impacts économiques de la MINUSMA et d'autres forces internationales à Mopti. Ces entités ont certes créé des emplois pour les résidents locaux, mais elles ont également contribué à la hausse des prix des logements.

## **État de Droit**

L'on note la perception selon laquelle le système judiciaire à Mopti ne fournit pas ses services aux populations de manière équitable ; l'on note des allégations répandues de corruption, de népotisme, une inaccessibilité pour les pauvres et l'impunité pour les riches. En raison de cette méfiance et de la faible présence du gouvernement dans les zones rurales de la région, les leaders communautaires ont joué un rôle primordial dans la résolution des conflits au niveau local.

## Région de Gao

La région de Gao est située à l'est du Mali et partage une frontière commune avec le Niger. En 2014, sa population était estimée à 646 000 habitants.<sup>72</sup> Les groupes ethniques les plus importants de la région sont les Touaregs et les Songhaïs.<sup>73</sup> Récemment Gao a été gravement touchée par le conflit en cours, comme en témoigne l'attentat de janvier 2017, qui a coûté la vie à 77 personnes dans un camp militaire.<sup>74</sup>



### Vulnérabilités Structurelles

- L'absence des forces de sécurité maliennes
- L'économie illicite (trafic d'armes, contrebande, trafic de drogue)
- Les tensions ethniques entre les groupes rebelles
- Les marchés vulnérables aux attaques terroristes
- La prolifération d'armements sophistiqués
- L'insécurité alimentaire : le manque d'accès à la nourriture et à l'eau
- L'insécurité

### Risques Induits par les Événements

- Le retard dans l'application de l'Accord de paix
- Les affrontements entre communautés
- L'intensification du conflit entre agriculteurs et éleveurs

### Facteurs de Résilience Sociale/Institutionnelle

- Les organisations de la société civile
- Les organisations de femmes et de jeunes
- Les organisations communautaires de base
- Les chefs traditionnels et religieux

<sup>72</sup> « Gao », Institut national de la statistique, Données ouverte pour l'Afrique

<sup>73</sup> "Maps & Facts: The Population of Northern Mali", OECD, janvier 2015.

<sup>74</sup> "Death toll from suicide blast at Gao army base rises", Al Jazeera, janvier 2017.

## Sécurité

La région de Gao a enregistré des retards dans la mise en œuvre et l'application de l'Accord d'Alger. Les personnes interrogées sur le terrain ont fait remarquer qu'en raison de l'analphabétisme et du manque de communication, beaucoup de gens et de groupes n'ont pas connaissance des termes de l'accord. En outre, les groupes rebelles armés n'ont

---

*« La méfiance subsiste. Parce que la confiance peut se perdre en un jour, mais il faut plusieurs années pour la rétablir. Il existe encore des personnes déplacées qui ont peur de retourner chez elles. ... Elles ne peuvent oublier, vu que ce n'est pas facile, mais elles essaient de se comprendre mutuellement. »*

*- Résident de Gao, 16 novembre 2016*

---

pas encore été réintégrés dans la vie sociale ou dans les forces de sécurité gouvernementales. Actuellement, il existe un manque de confiance entre les citoyens et les forces de sécurité. Le trafic d'armes et de drogue continue de sévir dans la région, d'autant plus que la corruption chez les administrateurs s'est accrue.

La frontière entre le Mali et la Guinée est poreuse et des marchandises illégales peuvent être transportées au Mali moyennant des frais. Parmi ces produits illégaux, figurent souvent les drogues qui franchissent la frontière et se retrouvent à Gao. Les tensions entre les agriculteurs et les éleveurs représentent une autre menace pour la sécurité de la région. Le terrorisme demeure également une menace importante à la sécurité. Des attaques de groupes extrémistes, tels que le MUJAO et Al-Murabitoun, ont été signalées dans la région. En août 2016, des attaques terroristes ont visé les forces de maintien de la paix de l'ONU, coûtant la vie à un casque bleu et blessant six autres. Le 18 janvier 2017, lors d'une attaque revendiquée par AQMI, un kamikaze s'est fait exploser dans un

camp militaire causant ainsi la mort de 77 personnes.

## Politique et Gouvernance

Au cours des entretiens, les personnes interrogées sur le terrain ont souligné le manque d'implication du gouvernement dans la région et ont affirmé qu'il serait difficile, voire impossible, qu'une telle attitude favorise la tenue d'élections sécurisées à Gao. Des élections locales ont été organisées à la fin de l'année 2016, mais elles ont été annulées dans plusieurs districts pour des raisons de sécurité. La population en général fait peu confiance au gouvernement, en raison du fait que celui-ci n'a pas garanti la sûreté et la sécurité dans la région. En outre, les femmes ont été exclues du processus politique, étant donné qu'aucune femme ne fait partie des autorités intérimaires de la région.

## Économie et Ressources

La région de Gao a connu des augmentations notables des prix à la consommation. L'économie locale a été affectée par l'insécurité, en particulier à un niveau très local, en raison du fait que les marchés eux-mêmes sont vulnérables aux vols et aux attaques. L'on note un manque d'opportunités économiques à Gao, en particulier pour les jeunes. Les difficultés économiques et la pauvreté ont aggravé la situation sécuritaire, incitant les populations à s'engager dans des activités économiques illicites et criminelles. En raison du piètre état des routes, l'insécurité alimentaire constitue également un problème à Gao, vu qu'il est difficile d'atteindre les populations rurales.

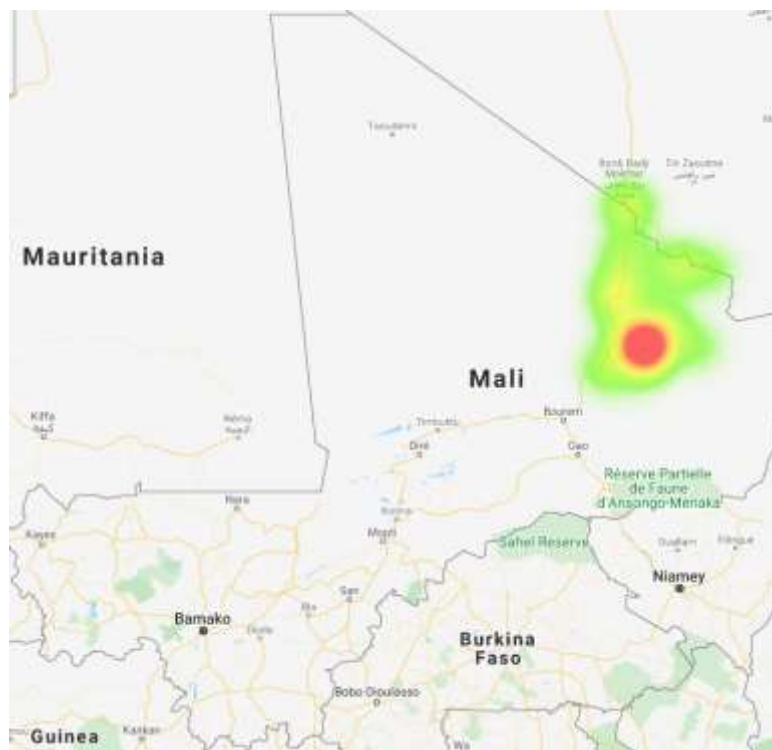
## État de Droit

Les personnes interrogées sur le terrain ont souligné que l'État de droit n'existait guère à Gao. Les groupes de résistance font la loi et l'appliquent de manière arbitraire et l'on note une absence notable de mécanismes judiciaires efficaces, allant de l'arrestation et de la détention appropriées aux

enquêtes et aux poursuites. Il en résulte que les criminels ne sont pas inculpés ou se voient libérés sans conséquence.

## Région de Kidal

La région de Kidal est située au nord-est du Mali et partage une frontière commune avec le Niger et l'Algérie. En 2014, Kidal avait une population de 80 000 habitants.<sup>75</sup> Les Touaregs représentent le plus grand groupe ethnique de la région.<sup>76</sup> Une grande partie de la population est tributaire de l'élevage et, dans une moindre mesure, de l'agriculture pour sa subsistance.<sup>77</sup>



### Vulnérabilités Structurelles

- Le manque d'infrastructures, entraînant une hausse des prix et l'insécurité alimentaire
- La stagnation de l'économie
- Les tensions ethniques
- L'absence de système judiciaire
- L'absence des forces de sécurité maliennes
- Le chômage, en particulier chez les jeunes
- L'insécurité

### Risques Induits par les Événements

- La persistance du trafic de drogue
- La présence accrue de groupes extrémistes

### Facteurs de Résilience Sociale/Institutionnelle

- Les organisations non gouvernementales locales
- Les organisations de femmes et de jeunes
- Les organisations communautaires de base
- Les chefs traditionnels et religieux

<sup>75</sup> « Kidal », Institut national de la statistique, Données ouverte pour l'Afrique

<sup>76</sup> "Maps & Facts: The Population of Northern Mali", OECD, janvier 2015.

<sup>77</sup> "Northern Mali at a glance", OECD



## Population et Démographie

Selon les personnes interrogées, du fait de la violence prévalant dans le nord du Mali, de nombreuses personnes ont été déplacées ces dernières années, notamment d'importants groupes de populations qui ont quitté Kidal ou y sont retournées. Certains résidents ont estimé qu'en raison du fait que de nombreuses personnes qui ont quitté Kidal du fait de la violence n'y soient pas retournées, il y a eu une perte de leadership et de personnes compétentes pour assumer les fonctions essentielles de la fonction publique.

## Sécurité

La situation sécuritaire à Kidal demeure précaire. Selon les rapports, la région a enregistré des affrontements entre le GATIA (Groupe d'autodéfense touareg imghad et alliés) et la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad). La violence liée au mouvement séparatiste dans le nord du Mali est survenue essentiellement à Kidal et des combats ont éclaté à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée. Des factions rivales ont signé l'Accord de paix d'Alger en juin 2015, mais les personnes interrogées sur le terrain ont souligné que très peu de mesures avaient été prises pour faire respecter la mise en œuvre de l'Accord de paix. L'absence des forces de sécurité

---

*« Aujourd'hui, il existe des conflits entre la CMA et le GATIA ... il s'agit de groupes qui se combattent. Les vrais problèmes dont nous souffrons ont commencé à la signature de l'Accord. Et c'est à ce moment-là que nos communautés ont commencé à s'entretuer. ... il y a des combats qui ont lieu ; même la nuit dernière il y en a eus. L'on enregistre toujours des combats et des morts par centaines. »*

*- Résident de Kidal, 16 novembre 2016*

---

maliennes dans la région a été relevée comme une vulnérabilité structurelle. La région a été dépendante des forces étrangères pour maintenir un semblant de paix, mais plusieurs rapports ont

également fait état d'attaques ciblant ces forces depuis la signature de l'accord. Outre la violence séparatiste, des actes de violence impliquant des groupes extrémistes, tels qu'AQMI et le MUJAO, ont été signalés à Kidal. Il se pose également des problèmes de sécurité liés au trafic d'armes et de drogue. Les jeunes qui ne sont pas en mesure de trouver du travail sont souvent attirés par le trafic comme source de revenus.

## Politique et Gouvernance

Une autorité temporaire a été installée dans la région de Kidal, mais l'on constate toujours une faible présence de l'administration et l'absence d'une autorité reconnue par la population. Des litiges ont éclaté au sujet des futures échéances électorales à Kidal et de l'organisation d'une future administration. Malgré le rôle prépondérant joué par les femmes dans la société touarègue, à Kidal, elles sont toujours exclues du processus politique dans cette région et le quota de femmes dans l'administration n'a pas été respecté dans la région.

## Économie et Ressources

Kidal a souffert sur le plan économique en raison des problèmes de sécurité dans la région et du manque d'infrastructures. Un manque d'implication ou de présence de l'État a conduit à une persistance de la stagnation de l'économie de Kidal. Malgré l'insécurité, certains commerçants ont repris leurs activités, mais les groupes armés sont les seules forces qui assurent le transport de produits alimentaires et d'autres produits dans toute la région. La corruption s'est accrue, conduisant à l'essor d'une économie illicite liée au trafic de drogue. On observe également une hausse du trafic d'armes et de la traite des êtres humains en réponse à un manque d'opportunités économiques légales. Une augmentation de la présence des ONG dans la région a été identifiée comme un facteur de résilience, permettant à certains commerces de se développer.

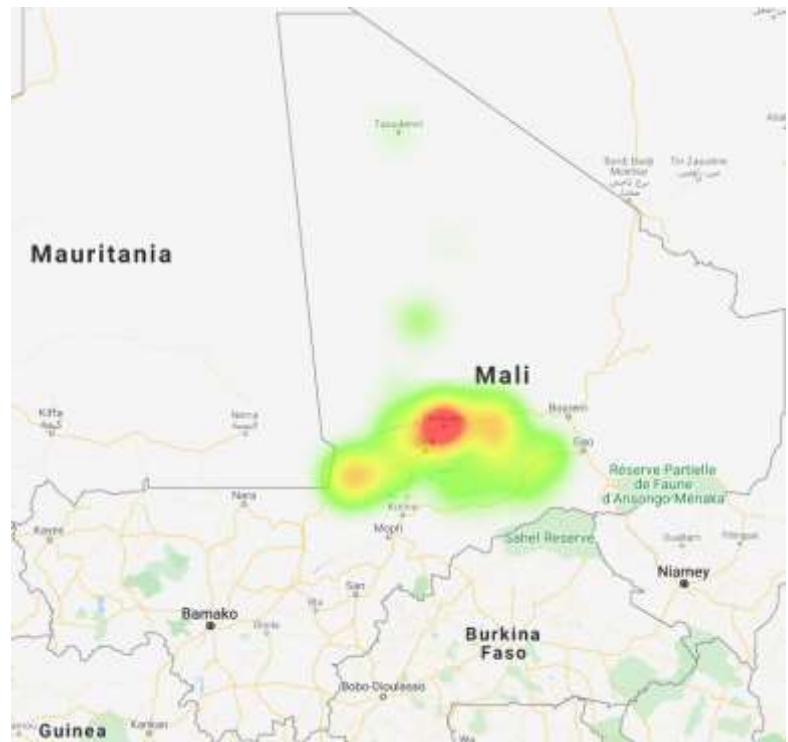
## État de Droit

Le fait que les autorités étatiques ne soient pas présentes dans la région a conduit à l'absence d'un système judiciaire organisé à Kidal. La corruption et le népotisme sont perçus comme répandus. La ville de Kidal est contrôlée par la CMA et l'ordre public est censé être maintenu par une commission mise en place par le groupe, mais

cette initiative s'est révélée largement infructueuse. Auparavant, Kidal disposait d'un tribunal et d'un juge, mais depuis 2012 elle n'en dispose plus. Les personnes interrogées ont souligné l'absence de l'État de droit dans la région et la perception d'une corruption rampante et d'une criminalité croissante.

## Région de Tombouctou

Située au nord du Mali, la région de Tombouctou fait frontière avec la Mauritanie et l'Algérie, ainsi qu'avec le Burkina Faso au sud. Selon des données de 2014, elle avait une population estimée à 807 000 habitants.<sup>78</sup> Les groupes ethniques les plus importants de cette région sont les Maures et les Touaregs.<sup>79</sup> Taoudenni, le centre d'extraction de sel du Mali, est situé dans l'extrême nord de la région.



### Vulnérabilités Structurelles

- L'absence de forces ou d'autorités gouvernementales
- La prévalence d'activités économiques illicites
- L'insécurité

### Risques Induits par les Événements

- La violence extrémiste
- La violence communautaire

### Facteurs de Résilience Sociale/Institutionnelle

- Les organisations non gouvernementales locales
- Les organisations de femmes et de jeunes
- Les organisations communautaires de base
- Les chefs traditionnels et religieux

## Population et Démographie

Pendant la crise, de nombreuses personnes ont quitté Tombouctou et émigré vers le sud du Mali. La plupart de ces personnes ont peur de revenir et attendent que la paix revienne dans la région et qu'il y ait des opportunités économiques.

## Sécurité

Tombouctou a connu une hausse de la criminalité dans toute la région. Les personnes interrogées sur le terrain ont souligné la prévalence de attaques à main armée, affirmant que les populations ont parfois peur de sortir. Les économies illicites, telles que le trafic de drogue, la traite des êtres humains et le trafic d'armes, constituent également un problème de sécurité généralisé. De nombreux cas

<sup>78</sup> « Tombouctou », Institut national de la statistique, Données ouverte pour l'Afrique

<sup>79</sup> "Maps & Facts: The Population of Northern Mali", OECD, janvier 2015.

d'affrontements impliquant la CMA et le GATIA ont été signalés. Les personnes interrogées ont souligné le manque de coopération entre le gouvernement et les groupes armés. En outre, la violence est également perpétrée par des groupes extrémistes tels que le MUJAO et AQMI. L'insécurité à Tombouctou a également contribué à la violence sexuelle et basée sur le genre, et de nombreux cas de viols et de mariages forcés ont été signalés.

## Politique et Gouvernance

---

*« Tombouctou est une vaste région. Et l'on y dénombre actuellement de nombreux problèmes. Des groupes terroristes existent et il existe aussi d'autres personnes qui ne sont affiliées ou identifiées à aucun groupe. Par conséquent, ils se livrent au banditisme et cette situation constitue une menace pour tout le monde. »*

*- Résident de Tombouctou, 15 novembre 2016*

---

En raison de l'insécurité, il y a peu de chances qu'une élection juste et transparente puisse être organisée à Tombouctou. Les personnes interrogées sur le terrain ont souligné que tant que la situation sécuritaire ne sera pas sous contrôle, il sera impossible d'organiser des élections qui déboucheront sur un gouvernement capable de réussir.

## Économie et Ressources

L'économie de Tombouctou a souffert de la situation sécuritaire précaire et de l'absence d'infrastructures fiables. La région n'offre pas suffisamment d'opportunités d'emploi et une grande partie de la population est pauvre. Les flux commerciaux à destination et en provenance de Tombouctou ont été réduits en raison du risque de vol sur les routes, ce qui a entraîné une hausse générale des prix des produits de base. Il n'existe aucune route entre Tombouctou et Kidal et les autres routes pour sortir de Tombouctou sont peu fiables, ce qui rend les déplacements dans tout le nord du Mali difficiles, voire quelques fois impossibles. En outre, il y a un manque d'opportunités éducatives à cause de l'inexistence d'universités dans la région, une situation qui pourrait inciter les jeunes à rejoindre les groupes armés.

## État de Droit

L'État de droit à Tombouctou a été menacé par la prévalence de l'activité économique illicite. Même lorsque les trafiquants sont arrêtés, ils sont souvent relâchés sans que cela ne prète à conséquence. Les cas de vol qualifié sont rarement l'objet d'enquête ou sont rarement résolus, une situation qui entraîne un manque de confiance dans le processus judiciaire et suscite peu d'espoir en matière de justice. On signale également une perception de corruption, de népotisme et de parrainage politique au sein de la région.

# Conclusions et Recommandations

---

Le Mali présente un ensemble très complexe de facteurs de conflit et de risque aux niveaux régional, national et infranational. Le pays a toujours été pacifique, mais lorsque la guerre a éclaté en 2012 entre le gouvernement malien et les rebelles du Nord, elle a entraîné une crise politique et un coup d'État. Pendant ce temps, les groupes affiliés à Al-Qaïda ont profité de l'instabilité du pays pour prendre possession du territoire. La violence communautaire a, elle aussi, explosé en raison de l'absence prolongée de l'autorité de l'État dans certaines régions, de la prolifération des armes et de la concurrence de longue date à laquelle se livrent les agriculteurs et les éleveurs pour l'accès aux ressources. L'insécurité au Mali s'est étendue aux pays voisins, notamment en Côte d'Ivoire (avec un attentat d'AQMI qui a causé la mort de plus d'une douzaine de personnes en 2016) et a continué à faire des victimes au Burkina Faso.

En ce qui concerne le conflit dans le Nord du Mali, un Accord de paix a été signé entre le gouvernement malien, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) et le groupe de milice d'autodéfense touareg imghad et alliés (GATIA). En réponse, les acteurs continentaux, notamment le G5 du Sahel, la CEDEAO et l'Union africaine (UA), sont intervenus aux côtés des Nations Unies, avec une coopération bilatérale complémentaire de l'Algérie, de la France, de l'Allemagne, du Canada et des États-Unis, en vue de promouvoir une mise en œuvre pacifique de l'Accord. Toutefois, il existe encore peu de consensus entre les parties signataires quant à la mise en œuvre pratique de cet accord et le Mali reste dans une situation de vide juridique, souvent décrite comme une situation de « ni paix, ni guerre. »

## Population et Démographie

- Soutenir les programmes visant à lutter contre le chômage des jeunes (notamment le secteur privé, la collaboration des établissements de formation pour l'emploi, la formation et les compétences professionnelles et l'entrepreneuriat, le financement de l'entrepreneuriat des jeunes...).
- Fournir un appui accru et développer un programme de soutien aux femmes et aux enfants qui ont été déplacés et affectés par la violence.
- Assurer une bonne gouvernance des ressources naturelles, y compris le régime foncier et les lois sur la propriété foncière.

## Sécurité

- Le gouvernement devrait créer un cadre de collaboration entre les acteurs de la sécurité pour mieux s'attaquer aux vulnérabilités sous-jacentes et aux facteurs de risque.
- Sanctionner ceux qui violent l'Accord de paix
- Mise en œuvre intégrale des mesures antiterroristes et des dispositions de sécurité de l'Accord de paix.

## Politique et Gouvernance

- Soutenir les efforts de dialogue au niveau national entre les signataires de l'Accord de paix, afin de régler les désaccords en suspens.
- Sanctionner ceux qui violent l'Accord de paix.
- Encourager un engagement renouvelé entre les organisations régionales et internationales et le gouvernement malien, afin d'harmoniser les stratégies visant à s'attaquer aux causes profondes des conflits.

- Prendre les mesures nécessaires visant à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de la Paix, en vue de garantir des élections pacifiques.

### **Économie et Ressources**

- Étendre l'accès aux services sociaux de base
- Améliorer l'accès aux services humanitaires
- Améliorer l'accès aux services de microcrédit, en particulier pour les

femmes, les jeunes et les populations vulnérables.

### **État de Droit**

- Soutenir les mécanismes informels de règlement des litiges et les outils traditionnels de médiation des conflits, en particulier dans les zones mal desservies.
- Renforcer l'application de l'État de droit

# Annexe A: Échantillon de Données

Phase	Dimension	Source	Metric	Sample
Phase 1: Desktop	Resilience	SNA	Survey	64
Phase 1: Desktop	Vulnerability	ECOWARN	SitReps	929
Phase 1: Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, the agency/agencies mandated to organize and monitor national elections is/are protected from political interference	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, the agency/agencies mandated to organize and monitor national elections make/s timely, publicly available reports before and after a national election.	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	EIU Democracy Index	Electoral process and pluralism	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	EIU Democracy Index	Political Participation	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	EIU Democracy Index	Functioning of Government	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	IDEA	Average Voter Turnout Parliamentary	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Transparency International	Corruption Perception	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	BTI	Political and Social Integration	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Freedom House	Political Rights	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Proportion of seats held by women in national parliament	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Mo Ibrahim Index	Personal Safety	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UN, ECOWAS, AU	Peace Operations	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	ACLED	Conflict Fatalities per capita	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)

Phase 1 Desktop	Vulnerability	UPPSALA	Presence/Conflict with Non-State Armed Groups	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	PTS	Political Terror Scale – Amnesty	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	PTS	Political Terror Scale – State	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	PTS	Political Terror Scale – HRW	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UNHCR	Refugees by country of origin per capita	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UNHCR	Refugees by country of origin (difference 2015-2014) per capita	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UNHCR	IDPs by Country of Asylum per capita	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UNHCR	IDPs by country of asylum (difference 2015-2014) per capita	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, the independence of the judiciary is guaranteed.	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, national-level judges give reasons for their decisions/judgments.	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, allegations of corruption against senior level politicians and/or civil servants of any level are investigated by an independent body.	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, the body/bodies that investigate/s allegations of public sector corruption is/are effective.	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	Global Integrity	In practice, the mechanism for citizens to report police misconduct or abuse of force is effective.	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	WB Human Rights and Law Report	% of Women on Constitutional Court	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)



Phase 1 Desktop	Vulnerability	WB – Women, Business, and Law	Does the law mandate equal remuneration for work of equal value?	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	WB – Women, Business, and Law	Does the law mandate nondiscrimination based on gender in hiring?	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	WB – Women, Business, and Law	Is dismissal of pregnant workers prohibited?	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Gini coefficient	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Gini WYD	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Income Share Held by Highest 10%	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Population with Improved Sanitation (Urban-Rural Difference)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Population with Improved Water Source (Urban-Rural Difference)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UN Stats	Children under 5 moderately or severely underweight, percentage	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Depth of the food deficit (kilocalories per person per day)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Prevalence of Underweight, weight for age (% of children under 5)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	GDP per capita, PPP (current international \$)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UN Stats	Literacy, 15-24, Women	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	School enrollment, primary and secondary (gross), gender parity index (GPI)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Employment to population ratio, ages 15-24, female (%) (modeled ILO estimate)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)

Phase 1 Desktop	Vulnerability	UN Stats	Median Age	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Population Growth	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	UN Stats	Prevalence of underweight, weight for age, female (% of children under 5)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Maternal mortality ratio (modeled estimate, per 100,000 live births)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Contraceptive prevalence, any methods (% of women ages 15-49)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	World Bank Data	Life expectancy at birth, female (years)	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Vulnerability	WB – Women, Business, and Law	Percentage of women aged 20-24 years old who were married or in a union before age 18	15 (all ECOWAS member states normalized and scaled)
Phase 1 Desktop	Risk	ECOWARN	IncReps	352 (after reducing for duplicates and relevance)
Phase 1 Desktop	Risk	ACLED	Incidents	385
Phase 2 Field Research	Risk and Vulnerability	Focus Group Discussions	Broken out by Men, Women, and Youth	14
Phase 2 Field Research	Risk and Vulnerability	Key Informant Interviews	Prominent individuals and local experts	12

# Annexe B : Indice de Vulnérabilité

## Sources des données de l'indice

Sur la base des cinq piliers de la sécurité humaine, une série d'indicateurs ont été définis en fonction de leur pertinence et de leur mesurabilité. Des sources de données ont ensuite été identifiées auprès d'institutions reconnues telles que la Banque mondiale, les Nations Unies, ainsi que d'universités, d'instituts de recherche et de groupes de réflexion. Une liste complète des sources de données est jointe en *Annexe A*. Au cours de la sélection et du test de l'indice, on a évalué la disponibilité des données afin de garantir une distribution égale des notes.

## Procédé : Calcul des notes

L'indice est noté suivant une échelle allant de 1 à 10, la note 1 représentant le niveau le plus élevé de vulnérabilité et la note 10 le niveau le plus faible de vulnérabilité. Chaque ensemble de données brutes est normalisé et mis à l'échelle, avant d'être intégré dans les notes des indicateurs et des piliers.

### 1. Normalisation

Par définition, un indice intègre et compare des ensembles de données avec des courbes et des distributions très différentes. Dans un premier temps, il est donc nécessaire de normaliser les données afin qu'elles puissent faire l'objet d'une comparaison idoine. Sans situer les données dans le contexte du groupe plus large de chiffres, leur signification peut être biaisée. Par conséquent, le processus de détermination de la moyenne et de calcul de l'écart-type (ET) de l'ensemble de données, puis l'utilisation de ces éléments pour estimer une distribution normale, peuvent être exploités pour produire cette interprétation. La formule gaussienne de normalisation est décrite ci-dessous.

Si  $\mu$  est la moyenne  
 $\sigma^2$  est la variance  
 $x$  est la variable indépendante

$$f(x, \mu, \sigma) = \frac{1}{\sqrt{2\pi} \sigma} e^{-\frac{(x-\mu)^2}{2\sigma^2}}$$

L'écart-type est la grandeur calculée pour indiquer l'amplitude de l'écart pour un groupe de chiffres dans son ensemble. La distribution normale est ensuite utilisée pour déterminer la manière dont les variables sont normalement distribuées de façon approximative. Dans le contexte de cet outil, il aidera à comprendre le niveau auquel se situent les pays les uns par rapport aux autres au sein de la distribution des groupes d'un ensemble particulier de données.

Pour les ensembles de données brutes qui présentent des lacunes (par exemple, les données sont indisponibles pour certains pays, mais pas pour d'autres), les points de données par pays sont laissés vides. Cela permet de faire en sorte qu'on n'attribue pas une note artificielle aux pays lorsqu'il n'existe pas de données.

## 2. Mise à l'Échelle

Pour créer un indice où les pays sont notés dans un champ défini, les ensembles de données doivent être mis à l'échelle, afin de pouvoir intégrer les notes. Ce processus de mise à l'échelle transforme les données normalisées en un nombre compris entre 1 et 10, la note 10 représentant le plus faible niveau de vulnérabilité. La formule ci-dessous a été appliquée pour normaliser les valeurs de distribution allant de [min, max] à [MIN, MAX], en fonction de la nouvelle échelle des valeurs pour les marges supérieures et inférieures de la distribution.

$$X = MIN + \frac{(MAX - MIN)}{(max - min)} \times (x - min)$$

## 3. Agrégation

Chaque indicateur peut être composé d'une ou de plusieurs sources de données. Dans les cas où plusieurs ensembles de données ont été utilisés pour constituer le seul indicateur, les ensembles de données ont tous été mis à l'échelle en fonction des notes préliminaires de l'indice (allant de 1 à 10), tel qu'indiqué dans les étapes ci-dessus. La moyenne de ces notes a, ensuite, été calculée pour obtenir une note finale pour cet indicateur. Ce processus a été répété au niveau des piliers, d'abord en calculant la moyenne, puis en mettant à l'échelle les notes des indicateurs.

# Annexe C: Références Supplémentaires

Barma, N.H., Huybens, E. & Viñuela, L. 'Institutions Taking Root: Building State Capacity in Challenging Contexts', World Bank Group, September 2014 <http://elibrary.worldbank.org/doi/book/10.1596/978-1-4648-0269-0>

Human Rights Watch, 'World Report 2017: Mali, 2017. <https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/mali>

International Monetary Fund, 'Mali: Selected Issues,' 2016. <https://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2015/cr15340.pdf>

Interpeace, 'Beyond Ideology and Greed: Trajectories of Young People Towards New Forms of Violence in Cote d'Ivoire and Mali.' <http://www.interpeace.org/resource/executive-ideology-trajectories/>

Kodila-Tedika, O., Simplice,A. 'State fragility, rent seeking and lobbying: evidence from African data', International Journal of Social Economics, 2016, Vol. 43: Issue 10 <http://www.emeraldinsight.com/doi/abs/10.1108/IJSE-11-2014-0234>

NZAID 'Conflict-Risk Assessment Guideline' 2008 <http://www.gaportal.org/resources/detail/nzaid-conflict-risk-assessment-guideline>

OECD ' States of Fragility 2016: Understanding Violence', 2016 [http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016\\_9789264267213-en#page1](http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/ocd/development/states-of-fragility-2016_9789264267213-en#page1)

UNICEF, 'Annual Report: 2015: Mali', 2015. [https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Mali\\_2015\\_COAR.pdf](https://www.unicef.org/about/annualreport/files/Mali_2015_COAR.pdf)

USAID 'Interagency Conflict Assessment Framework (ICAF)', 2008 <https://www.state.gov/documents/organization/187786.pdf>

Woolcock, M. 'Engaging with Fragile and Conflict-Affected States ', Harvard Kennedy School, August 2014 <https://www.wider.unu.edu/publication/engaging-fragile-and-conflict-affected-states>

# Annexe D: Matrice des Vulnérabilités, des Risques, des Facteurs de Résilience et Des Recommandations par Pilier de la Sécurité Humaine

MALI	VULNÉRABILITÉS	RISQUES	RÉSILIENCES	RECOMMANDATIONS
<b>Politique et gouvernance</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Perception de corruption et de népotisme au sein de l'administration publique</li> <li>➤ Manque de confiance dans les institutions gouvernementales</li> <li>➤ Manipulation des identités ethniques et des affiliations tribales</li> <li>➤ Détournement de fonds publics</li> <li>➤ Faible représentation des femmes et des jeunes dans la vie politique et les instances de prise de décision</li> <li>➤ Récurrence des coups d'État militaires</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Faible présence de l'État au nord et au centre du pays</li> <li>➤ Faible taux de participation et faible confiance dans les processus électoraux</li> <li>➤ Lenteur dans la mise en œuvre de l'Accord de paix d'Alger</li> <li>➤ Problèmes de chefferie et de succession</li> <li>➤ Fragmentation de l'État</li> <li>➤ Prolifération de l'idéologie séparatiste</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence d'un mécanisme de redevabilité pour traiter les plaintes</li> <li>➤ Commission vérité et réconciliation</li> <li>➤ Signature de l'Accord de paix</li> <li>➤ Implication de la communauté internationale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Soutenir les efforts de dialogue au niveau national entre les signataires de l'Accord de paix, afin de régler les désaccords en suspens.</li> <li>➤ Sanctionner ceux qui violent l'Accord de paix.</li> <li>➤ Encourager un engagement renouvelé entre les organisations régionales et internationales et le gouvernement malien, afin d'harmoniser les stratégies visant à s'attaquer aux causes profondes des conflits.</li> <li>➤ Prendre les mesures nécessaires visant à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de paix, en vue de garantir des élections pacifiques.</li> </ul>
<b>Population et démographie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Pressions démographiques dues à la forte augmentation de la population jeune et à la</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Déplacement et retour/réintégration des réfugiés</li> <li>➤ Concurrence pour l'accès aux ressources naturelles rares</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ « Cousinage à plaisanterie »</li> <li>➤ Existence de groupes dynamiques de la société civile, notamment les ONG, les médias,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Soutenir les programmes visant à lutter contre le chômage des jeunes (notamment le secteur privé, la collaboration des établissements de</li> </ul>

	<p>croissance démographique</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Conditions climatiques défavorables (sécheresse, inondations, infestation parasitaire) dues au changement climatique</li> <li>➤ Pratique socioculturelle néfaste</li> <li>➤ Système de castes</li> <li>➤ Migrations transfrontalières</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Insécurité alimentaire et malnutrition</li> <li>➤ MGF, mariage forcé</li> </ul>	<p>les organisations de femmes et les acteurs humanitaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Existence d'un programme de planification familiale</li> <li>➤ Campagne de sensibilisation contre les MGF</li> <li>➤ Stage dans l'administration publique pour les jeunes diplômés</li> </ul>	<p>formation pour l'emploi, la formation et les compétences professionnelles et l'entrepreneuriat, le financement de l'entrepreneuriat des jeunes...).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Fournir un appui accru et développer un programme de soutien aux femmes et aux enfants qui ont été déplacés et affectés par la violence.</li> <li>➤ Assurer une bonne gouvernance des ressources naturelles, y compris le régime foncier et les lois sur la propriété foncière.</li> </ul>
<b>Économie et ressources</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Disparités entre le nord et le sud en termes de développement urbain et rural</li> <li>➤ Économies illicites, notamment le trafic de drogue et le commerce transsaharien des armes</li> <li>➤ Répartition inégale des richesses</li> <li>➤ Insécurité alimentaire</li> <li>➤ Faible participation des femmes au secteur formel de l'économie</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Choc économique dû à la volatilité des cours des matières premières</li> <li>➤ Économie illicite</li> <li>➤ Protestations des travailleurs</li> <li>➤ Inflation</li> <li>➤ Hausse du chômage</li> <li>➤ Croissance économique lente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Soutien des partenaires financiers bilatéraux et multilatéraux</li> <li>➤ Secteur informel dynamique</li> <li>➤ Programmes agricoles visant à soutenir les exploitants agricoles et les éleveurs</li> <li>➤ Réformes fiscales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Étendre l'accès aux services sociaux de base</li> <li>➤ Améliorer l'accès aux services humanitaires</li> <li>➤ Améliorer l'accès aux services de microcrédit, en particulier pour les femmes, les jeunes et les populations vulnérables.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Chômage important</li> <li>➤ Économie non diversifiée - vulnérable aux chocs exogènes</li> </ul>			
<b>Sécurité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Récurrence des rébellions au Nord</li> <li>➤ Frontières poreuses</li> <li>➤ Grande surface de terres non gouvernée et terrain accidenté du désert du Sahara.</li> <li>➤ Conflits liés à la terre</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en œuvre inefficace des dispositions de l'Accord de paix relatives à la sécurité</li> <li>➤ Prolifération des groupes armés/terroristes</li> <li>➤ Récurrence ou escalade des conflits au Nord</li> <li>➤ Conflits intercommunautaires liés à la terre</li> <li>➤ Prolifération de milices</li> <li>➤ Faible présence des forces de sécurité et de défense</li> <li>➤ Coordination inefficace entre les multiples acteurs de la sécurité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Mise en œuvre de la « Loi de programmation militaire »</li> <li>➤ Dialogue interreligieux</li> <li>➤ Existence de groupes dynamiques de la société civile, notamment les ONG, les médias, les organisations de femmes et les acteurs humanitaires</li> <li>➤ Leaders communautaires influents</li> <li>➤ Mission de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSMA)</li> <li>➤ Stratégies antiterroristes dans la région du Sahel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Le gouvernement devrait créer un cadre de collaboration entre les acteurs de la sécurité pour mieux s'attaquer aux vulnérabilités sous-jacentes et aux facteurs de risque.</li> <li>➤ Sanctionner ceux qui violent l'Accord de paix</li> <li>➤ Mise en œuvre intégrale des mesures antiterroristes et des dispositions de sécurité de l'Accord de paix.</li> </ul>
<b>État de droit</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Manque de confiance dans les institutions judiciaires</li> <li>➤ Faible capacité des organismes chargés de l'application de la loi</li> <li>➤ Présence limitée du gouvernement pour assurer l'ordre public</li> <li>➤ Perception de corruption</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Corruption au sein des forces de l'ordre et du système judiciaire</li> <li>➤ Justice populaire/autodéfense</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Réformes du secteur de la justice</li> <li>➤ Mécanisme traditionnel alternatif de règlement des litiges</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Soutenir les mécanismes informels de règlement des litiges et les outils traditionnels de médiation des conflits, en particulier dans les zones mal desservies.</li> <li>➤ Renforcer l'application de l'État de droit</li> </ul>



	<p>dans le système judiciaire</p> <p>➤ Absence d'autorité de l'État dans les régions du Nord et du Centre du Mali.</p>			
--	--	--	--	--